



République de Guinée

Travail - Justice - Solidarité

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES

LOI DE FINANCES 2017



A.	EXPOSÉ DES MOTIFS	3
I.	CONTEXTE, HYPOTHÈSES ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE 2016	3
II.	ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET À FIN AOÛT 2016.....	4
	II.1 RECETTES	5
	II.2 DÉPENSES	8
	II.3 SOLDE BUDGÉTAIRE ET FINANCEMENT	9
III.	CHIFFRES CLES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2017.....	10
	III-1 RECETTES INTÉRIEURES	11
	III.2 DONS	13
	III.3 DÉPENSES	13
	III.4 DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET FINANCEMENT	25
II.	LOI DE FINANCES 2017.....	26
I.	DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES, AUX CHARGES ET A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER	26
II.	DISPOSITIONS PARTICULIERES.....	29
III.	DISPOSITIONS FINALES.....	54
	RECETTES INTÉRIEURES	55
	RESSOURCES EXTÉRIEURES	61
	RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES	61
	VENTILATION DES DÉPENSES PAR FONCTION.....	62
	RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES COURANTES PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION.....	62
	RECAPITULATIF DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION.....	66
	VENTILATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SUR BND PAR MINISTÈRE ET PAR PROJET.....	69
	VENTILATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINEX PAR MINISTÈRE ET PAR PROJET	85

A. EXPOSÉ DES MOTIFS

Conformément à la circulaire N°0985/MB/CAB/2016 du 16 Septembre 2016, la préparation du budget de l'Etat a permis suite aux différents arbitrages au sein des départements ministériels et institutions et au niveau du Ministère du Budget et du Ministère de l'Economie et des Finances, d'élaborer le présent avant-projet de Loi de finances 2017 soumis à l'examen et à l'approbation de l'Assemblée Nationale.

Le présent rapport s'articule autour des points ci-après :

- le Contexte, les hypothèses et les objectifs de la politique budgétaire 2017 ;
- l'analyse de l'exécution du budget au 31 Août 2016 ;
- les Chiffres clés et ratios caractéristiques du Projet de Loi de Finances 2017.

I. CONTEXTE, HYPOTHÈSES ET OBJECTIFS DE LA POLITIQUE BUDGÉTAIRE 2016

La préparation du projet de loi de finances 2017 intervient dans un contexte marqué par :

- la relance de l'activité économique après le passage de l'épidémie à virus Ebola ;
- l'application des dispositions de la nouvelle Loi Organique Relative aux Lois de Finances du 06 Août 2012 et du Décret portant Cadre de Gouvernance des Finances Publiques du 31 Octobre 2014 ;
- le démarrage du projet d'aménagement hydroélectrique de Souapiti ;
- la conclusion avec le FMI des 6^{ième} et 7^{ième} revues du programme de Facilité Elargie de Crédits (FEC) ;

Le Gouvernement est par ailleurs décidé, en 2017, de poursuivre les réformes structurelles relatives à l'amélioration de l'environnement des Affaires, au secteur minier et à la réhabilitation du secteur de l'électricité ainsi qu'aux finances Publiques.

Le projet de budget 2017 se fonde sur les hypothèses suivantes :

- réaliser un taux de croissance du PIB de 4,6% contre une projection budgétaire de 4% dans la LFI 2016 ;
- réaliser un taux d'inflation (en glissement annuel) de 6,6% contre 6,9% en 2016 ;
- réaliser un taux de pression fiscale de 18,79% du PIB ;
- maintenir le niveau des réserves de change à 3 mois d'importations en 2017 ;
- stabiliser le taux de change à 9 507,9 GNF le Dollar et 10 691,6 GNF l'Euro en continuant de réduire la prime de change entre le marché officiel et le marché parallèle ;
- avoir un niveau de dépenses courantes de 15,08% du PIB et un niveau de dépenses en capital de 7,29% du PIB en 2017.

Les objectifs de la politique budgétaire continueront de s'appuyer sur (i) un endettement nul de l'Etat vis-à-vis de la Banque Centrale, (ii) le maintien du déficit budgétaire y compris les dons à un niveau raisonnable en pourcentage du PIB, (iii) la recherche active de financements extérieurs sous forme de dons et de prêts concessionnels, (iv) la consolidation et l'approfondissement des efforts pour une mobilisation accrue des ressources internes, (v) une meilleure allocation des ressources en privilégiant les services de base et les projets d'investissements aptes à impulser la croissance, (vi) le renforcement de la déconcentration budgétaire et (vii) la mise en œuvre du plan stratégique de réformes des finances publiques.

Enfin, le projet de budget 2017 a aussi tenu compte des résultats de l'exécution du budget au 31 Août 2016 et des perspectives budgétaires à fin décembre 2016.

II. ANALYSE DE L'EXÉCUTION DU BUDGET À FIN AOÛT 2016

L'adoption du budget 2016, le 16 janvier 2016, est intervenue dans un contexte marqué par la volonté du Gouvernement de stabiliser l'économie et relancer la croissance en dépit de l'impact de l'épidémie à virus EBOLA sur l'économie guinéenne.

Dans ce contexte de sortie de crise sanitaire, la situation macroéconomique a été perturbée par l'impact de la baisse des appuis budgétaires programmés sur le niveau des ressources, la poursuite du paiement des arriérés de 2015 et l'attentisme des investisseurs avant l'organisation des élections communales et communautaires initialement prévues en 2016.

Les objectifs spécifiques de la loi de finances initiale 2016 portaient sur :

- la mobilisation accrue des recettes ;
- la mise en œuvre de la stratégie de relance et de résilience post Ebola (2015-2017) ;
- la volonté du Gouvernement de poursuivre les politiques et réformes visant à renforcer la stabilité macroéconomique, préserver la viabilité de la dette et stimuler une croissance économique durable ;
- les préparatifs des élections communales et communautaires libres, crédibles et transparentes initialement prévues en 2016 ;
- la maîtrise et l'amélioration de la qualité des dépenses publiques ;
- la limitation du déficit budgétaire et de l'endettement public.

A titre de rappel, les grandes masses du budget 2016 se résumaient ainsi qu'il suit :

Recettes intérieures :	11 528,44 Mds
Dons :	1 921,87 Mds
Dépenses y compris BAS :	14 538,72 Mds

II.1 RECETTES

Sur un objectif en loi de finances 2016 de 11 528,44 Mds, les recettes ont été mobilisées à fin août à hauteur de 7 580,46 Mds, soit un taux de réalisation de 65,75%. Ce niveau de réalisation est imputable respectivement au secteur non minier pour 6 408,59 Mds, soit 65,88%

contre une prévision de 9 727,51 Mds et au secteur minier pour 1 171,86 Mds, soit 65,07% contre une prévision de 1 800,92 Mds.

A fin décembre 2016, elles sont projetées à 11 156,03 Mds, soit une diminution de -372,41 Mds dont -395,08 Mds pour le secteur non minier atténuée par une performance de 22,66 Mds pour le secteur minier.

Comparées aux objectifs initiaux, les recettes minières sont projetées à 1 823,59 Mds à fin décembre 2016. L'augmentation de 22,66 Mds concerne les revenus de la propriété pour 40,59 Mds et la baisse des taxes sur les produits miniers pour -17,92 Mds.

1. SECTEUR NON MINIER

Au niveau des recettes non minières, sur une prévision initiale de 9 727,51 Mds, les réalisations à fin août s'élèvent à 6 408,59 Mds, soit un taux de réalisation de 65,88% dont 74,50% au niveau des contributions directes, 69,37% pour biens et services, 58,78% sur le commerce international et 39,90% au titre des recettes non fiscales.

A fin décembre 2016, les recettes du secteur non minier sont projetées à 9 332,43 Mds, soit une baisse de 395,08 Mds (4,06%) par rapport aux prévisions initiales. Cette diminution porte sur les biens et services (-1 057,98 Mds), le commerce international (-233,78 Mds) et les recettes non fiscales (-198,94 Mds) atténuée toutefois par les contributions directes qui s'accroissent de 1 095,63 Mds.

Cette augmentation des contributions directes concerne principalement les performances attendues au niveau de l'impôt sur le patrimoine pour 902,67 Mds et de l'impôt sur le revenu et bénéfices pour 171,38 Mds.

La baisse des projections des recettes non fiscales porte sur les redevances, dividendes et autres droits et frais administratifs pour 166,66 Mds essentiellement imputable aux recettes de l'immigration :émigration et de la vente des documents administratifs. Les recettes en capital diminuent également de 14,42 Mds au niveau des produits de cessions d'immobilisations.

2. SECTEUR MINIER

Au niveau du secteur minier, les encaissements à fin août 2016 se sont chiffrés à GNF 1 171,86 Mds sur une prévision annuelle de 1 800,92 Mds, soit un taux de réalisation de 65,07%. Ce taux de réalisation résulte des taxes sur les produits miniers pour 628,73 Mds, des impôts sur les sociétés minières pour 483,84 et du revenu de la propriété pour 59,29 Mds.

Sur la base de ces réalisations, les projections des recettes du secteur minier à fin décembre 2016 sont de 1 823,59 Mds. La hausse attendue de 22,66 Mds (1,26%) porte sur le revenu de la propriété pour 40,59 Mds atténuée par la baisse prévue au niveau des taxes sur les produits miniers pour 17,92 Mds.

La ventilation des projections des recettes par régie à fin décembre 2016 se présente comme suit dans le tableau ci-dessous.

Tableau 1: Ventilation des projections des recettes par régie à fin décembre 2016

Libellés	LF 2016	Réal. Août	Taux d'exéc.	Projec. fin déc. 2016	Ecart LF/Fin déc.
D. N. Impôts	4 455,10	2 939,75	65,99%	4 341,62	- 113,48
D. N. Cadastre	59,89	8,87	14,81%	18,70	- 41,19
D. N.T/CP	1 297,07	703,78	54,26%	1 107,95	- 189,12
D. G. Douanes	5 543,92	3 771,37	68,03%	5 487,60	- 56,32
Total	11 355,98	7 423,77	65,37%	10 955,87	- 400,11

Source : TOFE fin août 2016, version FMI

3. DONS ET EMPRUNTS

Au titre des dons et emprunts les encaissements à fin août sont de 865,20 Mds sur un objectif annuel de 3 546,41 Mds, soit un taux de réalisation de 24,40%. Les dons ont été encaissés à hauteur de 663,75 Mds (34,54%) tandis que les emprunts prévus pour 1 623,54 Mds ont été mobilisés pour 201,45 Mds (12,40%).

Le faible niveau de performance constaté sur les ressources extérieures découle de l'annulation du prêt congolais pour 440,18 Mds et de la non

mobilisation du fonds d'Abu Dhabi pour 332,05 Mds correspondant au Budget d'Affectation Spéciale.

A fin décembre 2016, les dons et emprunts sont attendus à hauteur de 2 073,02 Mds contre 3 546,41 Mds en prévisions initiales, soit une diminution de 1 473,39 Mds dont 806,88 Mds pour les emprunts et 666,50 Mds pour les dons.

II.2 DÉPENSES

Sur une prévision en loi de finances pour 14 538,72 Mds, l'exécution des dépenses du budget de l'Etat à fin août se chiffre à 8 348,17 Mds, soit un taux d'exécution de 57,42%. Ce niveau d'exécution concerne les dépenses courantes pour 63,09 % et les dépenses en capital pour 50,10%.

En termes d'objectifs à fin décembre 2016, les dépenses sont estimées à 12 612,48 Mds sur une prévision en loi de finances de 14 538,72 Mds. La diminution de 1 926,25 Mds résulte de la baisse des dépenses courantes pour 11,64 Mds, du Budget d'affectation spéciale pour 332,05 Mds et des dépenses en capital de 1 582,56 Mds.

Au niveau des dépenses courantes, une économie de l'ordre de 97,56 Mds sera réalisée sur les traitements et salaires liée au glissement du calendrier de recrutement à la fonction publique.

Sur les subventions et transferts, un accroissement de 15,81 Mds sera observé. Cet accroissement est essentiellement lié à la revue à la hausse des charges de d'ambassades pour 13 Mds et des frais de fonctionnement de la Cour des Comptes pour 5 Mds.

Au titre de l'amortissement de la dette intérieure, il est enregistré un dépassement de 89,01 Mds consécutif à la prise en charge sur 2016 d'un titre en faveur de Kama Energie dont l'échéancier de paiement était étalé jusqu'en 2017.

Au niveau des dépenses en capital, il est projeté une diminution de 1 582,56 Mds. Cette baisse résulte du gel de crédits sur financement

intérieur à hauteur de 494,76 Mds sur différents projets non matures et des difficultés de mobilisation du financement extérieur pour 1 087,80 Mds. Le gel du financement des projets sur ressources propres vise à prévenir les risq

ues de détérioration de l'équilibre budgétaire. Le déficit de mobilisation du financement extérieur ainsi constaté concerne les dons affectés pour 707,55 Mds et les emprunts affectés pour 380,3 Mds.

II.3 SOLDE BUDGÉTAIRE ET FINANCEMENT

Le solde budgétaire hors dons qui se dégage des projections à fin décembre se chiffre à -1 456,45 Mds, soit -2,51% du PIB sur une prévision initiale de -2 678,23 Mds (-4,74% du PIB). Quant au solde de base et au solde primaire, ils s'établissent respectivement à -185,91 Mds (-0,32% du PIB) et 612,59 Mds (1,06% du PIB) contre 90,43 Mds (0,16% du PIB) et 421,76 Mds (0,75% du PIB) en loi de finances initiale.

Le déficit budgétaire révisé s'élève à 122,75 Mds et sera financé comme suit :

Concours extérieurs.....817,65 Mds

Désendettement..... -694,90 Mds

En résumé, la projection de l'exécution à fin décembre de la Loi de Finances 2016 se présente ainsi qu'il suit en pourcentage du PIB :

	LFI 2016	Projection fin 2016
Recettes en % du PIB	20,38%	19,22%
Dépenses en % du PIB	25,70%	21,59%
Dépenses courantes en % du PIB	16,04%	15,63%
Dépenses en capital en % du PIB	8,97%	5,86%
Solde de base en % du PIB	0,16%	-0,19%

III. CHIFFRES CLES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DU PROJET DE LOI DE FINANCES 2017

Les chiffres clés (en milliards de GNF) et ratios caractéristiques du Projet de Budget 2017 évoluent ainsi qu'il suit :

RUBRIQUES	LF 2016	PLF 2017
	11	12
Recettes intérieures	528,44	453,14
Recettes Intérieures en % du PIB	19,86%	18,79%
	3	3
Traitements et Salaires	273,00	600,45
Traitements et Salaires en % recettes intérieures	28,39%	28,91%
Traitements et Salaires en % recettes fiscales	30,11%	30,09%
Traitements et Salaires en % dépenses courantes	36,08%	36,03%
	14	14
Dépenses totales	538,72	846,78
	9	9
Dépenses courantes	071,35	993,94
Dépenses courantes en % des dépenses totales	62,39%	67,31%
	5	4
Dépenses en Capital	074,62	830,83
Dépenses en Capital en % des dépenses totales	34,90%	32,54%
	2	2
Dépenses d'investissements sur Financement .Interne	904,00	329,65
Dépenses Invest. sur Fin. Interne en % des dépenses en capital	57,23%	48,22%
	2	2
Dépenses d'investissements sur FINEX	112,84	444,89
Dépenses Invest. sur FINEX en % des dépenses en capital	41,64%	50,61%
	-2	-2
Solde base engagement hors dons	678,23	393,64

Solde base engagement hors dons en % du PIB	-4,61%	-3,61%
Solde de base	90,43	460,78
Solde de base en % du PIB	0,16%	0,70%
	58	66
PIB	037,00	266,00

III-1 RECETTES INTÉRIEURES

Dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat, les recettes intérieures sont estimées à 12 453,14 Mds contre une projection de l'exécution au 31 décembre 2016 de 11 156,03 Mds, soit une augmentation de 1 297,11 Mds (11,63%). Ces recettes intérieures concernent les recettes fiscales pour 11 965,32 Mds et les recettes non fiscales pour 448,31 Mds.

Le taux de pression fiscale estimé à 18,79% contre 19,22% dans la projection fin décembre 2016. Le tableau ci-après indique la structure des prévisions de recettes intérieures pour 2017.

Tableau 2 : Recettes base TOFE (en milliards de GNF)

LIBELLÉ	Proj. 2016	PLF 2017	Ecart	Accroissement PLF 2017/LF 2016
Recettes et Dons	12 411,39	14 770,20	2 358,81	19,01%
Recettes	11 156,02	12 453,14	1 297,12	11,63%
Secteur minier	1 823,59	1 893,92	70,33	3,86%
Taxe sur produits miniers	963,56	1 047,93	84,37	8,76%
Impôt sur les sociétés minières	793,83	806,48	12,65	1,59%

Revenu de la propriété	66,20	39,51	-26,69	-40,32%
Secteur non minier	9 332,43	10 559,22	1 226,79	13,15%
Contributions directes	2 768,28	2 365,70	-402,58	-14,54%
Biens et services	4 111,59	5 637,45	1 525,86	37,11%
Commerce international	2 018,76	2 107,76	89,00	4,41%
Recettes non fiscales	433,80	448,31	14,51	3,34%
Dons	1 255,37	2 317,06	1 061,69	84,57%
Dons affectés	397,00	1 315,29	918,29	231,31%
Dons non affectés	858,37	1 001,77	143,40	16,71%

1. SECTEUR MINIER

Les recettes attendues du secteur minier sont évaluées à 1 893,92 Mds dont 1 047,93 Mds de taxes sur les produits miniers, 806,48 Mds d'impôts sur les sociétés minières et 39,51 Mds au titre des revenus de la propriété. Par rapport aux projections de fin décembre 2016, les recettes du secteur minier augmentent de 70,33 Mds, soit 3,86%.

2. SECTEUR NON MINIER

Les recettes fiscales non minières sont prévues pour 10 559,22 Mds en 2017 contre une projection de l'exécution à fin décembre 2016 de 9 332,43 Mds, soit un accroissement de 1 226,79 Mds (13,15%).

Les prévisions de recettes fiscales non minières concernent les contributions directes (2 365,70Mds), les taxes sur biens et services (5 637,45 Mds), les droits sur le commerce international (2 107,76 Mds).

Les recettes non fiscales passent de 433,80 Mds dans le budget fin décembre 2016 à 448,31 Mds en 2017, soit une augmentation de 14,51 Mds (3,34%).

En somme, pour l'exercice budgétaire 2017, les objectifs de recettes ci-après sont assignés aux régies financières :

- Direction Nationale des Impôts	5 332,57 Mds (22,82%)
- Direction Nationale Patrimoine et Investissements Privés /Cadastre	74,99 Mds (301,01%) <i>dont 746,81 Mds de Recettes minières</i>
- Direction Nationale du Trésor	1 135,52 Mds (2,48%)
- Direction Générale des Douanes	5 724,46 Mds (4,31%)

Les pourcentages sont exprimés en termes d'accroissement par rapport à fin décembre 2016.

Les évaluations se traduisent par un accroissement de 22,82% des recettes de la Direction Nationale des Impôts et de 4,31% des recettes de la Direction Générale des Douanes.

III.2 DONNS

Ils sont attendus pour 2 317,06 Mds en 2017 contre 1 255,37 Mds en 2016, soit une augmentation de 1 061,69 Mds (84,57%). Ces dons portent sur les dons affectés pour 1 315,29 Mds et les dons non affectés pour 1 001,77 Mds.

III.3 DÉPENSES

Les prévisions de dépenses telles que retracées dans le Tableau des Opérations Financières de l'Etat s'élèvent à 14 846,78 Mds, soit 22,40 % du PIB en 2017. Elles prennent en compte les efforts de l'Etat dans la

restructuration des forces de défense et de sécurité entreprise depuis 2010 avec l'appui de la communauté internationale. Les dépenses du projet de budget 2017 évoluent ainsi qu'il suit par rapport à 2016 :

Tableau 3 : Présentation des Dépenses PLF 2017 (en milliards de GNF)

Libellé	Proj. 2016	PLFI 2017	Ecart	Acc.PLF 2017/2016
Dépenses	12 612,48	14 846,77	2 234,30	17,71%
Dépenses courantes	9 059,72	9 993,94	934,22	95,14%
- Traitements & Salaires	3 175,44	3 600,45	425,01	13,38%
- Achat de biens et services	2 833,36	2 735,85	-97,51	-3,44%
- Subventions et transferts	2 006,92	2 498,41	491,49	24,49%
- Intérêts dette extérieure	245,50	409,53	164,03	66,81%
- Intérêts dette intérieure	798,50	749,70	-48,80	-6,11%
Dépenses en capital	3 492,06	4 830,82	1 338,76	38,34%
- Sur financement intérieur	2 409,24	2 329,65	-79,59	-3,30%
- Sur financement extérieur	1 025,04	2 444,89	1 419,85	138,52%
- Subvention en Capital	57,78	56,28	-1,50	-2,60%
Prises de Part ; Prêts nets	43,20	20,34	-22,86	-52,92%
Restructuration entreprises et banques	17,50	1,67	-15,83	-90,46%

Le total des allocations de crédits budgétaires en faveur des secteurs prioritaires (titres III, IV, et VI) dans le PLF 2017 est de 5 076,45 Mds soit 7,66% du PIB contre 4 756,27 Mds en 2016 soit 8,40% du PIB.

1. DETTE PUBLIQUE

Les intérêts de la dette au titre de l'exercice 2017 se chiffrent à GNF 1 159,23 Mds dont 749,70 Mds représentent la dette intérieure qui diminue de 6,11% par rapport à 2016.

S'agissant de la dette extérieure, le montant dû au titre des intérêts pour 2017 s'élève à GNF 409,53 Mds, soit une augmentation de 66,81% par rapport à 2016.

2. TRAITEMENTS ET SALAIRES

Les traitements et salaires évalués à 3 600,73 Mds pour 2017 contre une projection à fin décembre 2016 de 3 175,44 Mds, soit une augmentation de 425,01Mds (13,38%).

La part des secteurs prioritaires hors PPTTE dans les traitements et salaires est de 1 895,17 Mds soit (52,64%) contre 1 661,28 Mds (52,32%) en 2016.

Les ratios significatifs sur la masse salariale ont évolué ainsi qu'il suit :

- masse salariale sur recettes fiscales : 30,11% contre 26,54% en 2016 ;
- masse salariale sur dépenses courantes : 36,03% contre 35,05% en 2016.

Cette évaluation a été faite sur la base de l'estimation de l'exécution des traitements et salaires à fin décembre 2016 pour un montant de 3 175,44 Mds et la prise en compte d'un ensemble de mesures nouvelles dont entre autres :

- la prise en charge en année pleine de 2 000 agents nouvellement recrutés du secteur de la santé pour 43,60 Mds ;
- le recrutement de 4 000 agents pour le secteur de l'éducation (3 500 pour l'enseignement pré-universitaire et 500 pour l'enseignement technique) pour 69,60 Mds ;

- la mise en application des statuts particuliers de l'éducation, de la police et des gardes forestiers pour un coût total de 149,5 Mds ;
- le glissement catégoriel des agents civils de l'Etat pour 40,4 Mds ;
- les cotisations sociales (CNPSAE, INAMO) pour 134,7 Mds.

3. ACHATS DE BIENS ET SERVICES

Les dépenses d'achats de biens et services passent de 2 833,36 Mds dans le budget 2016 à 2 735,85 Mds en 2017, soit une baisse de 97,51 Mds (-3,44%).

L'évolution des ratios de dépenses de biens et services se présente ainsi qu'il suit :

- dépenses de biens et services sur recettes intérieures passe de 25,40% en 2016 à 21,97% en 2017 ;
- dépenses de biens et de services sur dépenses courantes passe de 31,27% en 2016 à 27,38% en 2017.

La part des secteurs prioritaires hors PPTTE sur le total des achats de biens et services y compris les Fonds d'Entretien Routier et Minier est de 1 080,26 Mds, soit 39,48% en 2017 contre 1 030,91 Mds, soit 36,38% en 2016.

Quant aux dépenses en faveur de la réforme du secteur de sécurité, elles sont estimées globalement en 2017 à 72,90 Mds dont 26,80 Mds pour la sécurité et la protection civile, 16,90 Mds pour la Défense Nationale et 10,70 Mds pour la justice.

4. SUBVENTIONS ET TRANSFERTS

Les subventions et transferts sont estimés à 2 498,41 Mds en 2017 contre GNF 2 006,92 Mds dans la projection 2016, soit une augmentation de 24,49%. Elles représentent 16,83% du total des dépenses et 3,77% du PIB en 2017 contre respectivement 15,91% et 3,54% du PIB en 2016.

La part des secteurs prioritaires hors PPTTE et hors enseignement supérieur dans les subventions et transferts est de 489,41 Mds, soit 19,6% contre 350,93 Mds, soit 17,49% en 2016.

Les dépenses de subventions et transferts représentent 20,06% des recettes intérieures et 25% des dépenses courantes contre respectivement 18% et 22,15% en 2016.

S'agissant des pensions guinéennes dont les prévisions passent de 505,62 Mds en 2016 à 638,43 Mds en 2017, soit un accroissement de 132,81 Mds (26,26%).

5. DÉPENSES EN CAPITAL

Les dépenses en capital, exercice 2017 s'élèvent à 4 830,32 Mds toutes taxes comprises, soit 32,54% des dépenses totales et 7,29% du PIB. Elles sont réparties entre les dépenses sur financement extérieur pour 2 444,89 Mds et les dépenses sur financement intérieur pour 2 329,65 Mds. Les projections des subventions en capital se chiffrent à 56,28 Mds, les prises de participation à 20,34 Mds et la restructuration entreprises et banques à 1,67 Md en 2017.

Les dépenses en capital sur ressources propres passent de 2 409,24 Mds en 2016 à 2 329,65 Mds en 2017, soit une baisse de 79,59 Mds (-3,30%).

Cette enveloppe se décompose par nature de financement comme suit :

- 100%BND : 936,15 Mds GNF, soit 40,3 % ;
- Contrepartie Finex : 290,35 Mds GNF, soit 12,5 % ;
- Contrats garantis 817,15 Mds GNF, soit 35,2%
- C2D : 177,82 Mds GNF, soit 7,7 % ;
- CTSS : 100,27 Mds GNF, soit 4,3 %.

Les dépenses en capital sur ressources extérieures passent de 1 025,04 Mds en 2016 à 2 444,89 Mds en 2017, soit une augmentation de 1 419,85 Mds (138,52%).

Elles sont financées comme suit :

Emprunts : 1 129,60 Mds, soit 46,20%

Dons : 1 315,29 Mds, soit 53,80%

La répartition sectorielle du budget d'investissement pour 2017 se présente dans le tableau ci-après :

Nature de financement	Ressources Propres	Finex	Total	Part
Secteur d'activité				
DEVELOPPEMENT RURAL	118 376,40	563 738,50	682 114,90	14,32%
MINES-INDUSTRIE-EAU-ENERGIE	506 703,50	408 590,90	915 294,40	19,22%
INFRASTRUCTURES	762 336,70	377 173,80	1 139 510,50	23,87%
SOCIAL	506 227,10	824 061,40	1 330 288,50	27,86%
ADMINISTRAT/DECENT	335 734,70	271 325,40	607 060,10	12,71%
TOTAL HORS TAXES	2 229 378,40	2 444 890,00	4 674 268,40	97,90%
<i>PRISE EN CHARGE DROITS</i>	100 275,50	0,00	100 275,50	2,10%
Total	2 329 653,9	2 444 890	4 774 543,9	100,00%

Le détail des allocations budgétaires permet de remarquer que les secteurs du social, des Infrastructures et de l'Eau et énergie se taillent la plus grande part des crédits budgétaires pour un montant global de

3 385,09 milliards de GNF soit 70,90 % du budget global. Les sous-secteurs de la santé, des travaux publics et de l'énergie occupent le premier rang avec un montant de 2 477,05 milliards de GNF soit 51,96% du l'enveloppe globale du budget.

Il convient de noter que les financements extérieur (51,21%) et intérieur (48,79%) tendent à s'équilibrer en 2017 contrairement aux trois dernières années où le recul du financement extérieur était très remarquable lié essentiellement à la faiblesse de la capacité d'absorption des ressources extérieures et le renouvellement assez lent des portefeuilles des partenaires au développement.

Cette tendance à l'équilibre s'explique, entre autres, par :

- l'engagement de nombreux partenaires bi et multilatéraux à accompagner le Gouvernement pour relancer l'économie pour la période post-Ebola;
- les efforts d'assainissement des finances publiques engagés par le Gouvernement;
- le recours progressif du pays à financer des projets et programmes d'investissements publics d'envergure par des ressources propres;
- et le souci d'encadrer le niveau d'endettement.

6. PRISES DE PARTICIPATION ET DÉPENSES DE RESTRUCTURATION

Les prises de participations et dépenses de restructuration projetées pour 60,7 Mds en 2016 sont prévues pour 22,01 Mds en 2017, soit une diminution de 40,36 Mds (-64,71%).

En somme le tableau ci-dessous indique la répartition des dépenses de la LFI 2016 et du PLF 2017 y compris finex par Ministères et Institutions (en milliers de GNF) ainsi que leurs parts respectives.

Tableau 4 : Part des Ministères et Institutions dans le PLF 2017 (en milliers de GNF).

SEC T	MINISTERES ET INSTITUTIONS REPUBLICAINES	LF 2016	Part LF 2016	PLF 2017	PART PLFI 2017
	TOTAL GENERAL	15 028 766 928	100%	16 219 228 580	100 %
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	302 466 010	2,01%	356 325 570	2,2%
02	PRIMATURE	52 307 589	0,35%	77 298 997	0,5%
03	MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 450 831 589	9,65%	1 565 103 819	9,6%
04	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	436 501 166	2,90%	366 110 629	2,3%
05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	358 979 042	2,39%	396 809 023	2,4%
06	MINISTERE DE LA JUSTICE	102 672 040	0,68%	97 910 330	0,6%
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	237 874 621	1,58%	277 029 633	1,7%
08	MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	36 204 491	0,24%	98 540 533	0,7%
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	437 446 596	2,91%	397 306 588	2,4%
10	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE	38 774 955	0,26%	57 499 743	0,4%

	L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION				
11	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	522 056 546	3,47%	449 641 397	2,8%
12	MINISTERE DE LA PÊCHE, DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	65 146 889	0,43%	121 886 908	0,8%
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	61 099 396	0,41%	60 855 897	0,4%
14	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 743 099 562	11,60 %	1 079 437 107	6,7%
15	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	105 836 939	0,70%	103 632 919	0,6%
16	MINISTERE DU COMMERCE	53 399 553	0,36%	50 084 653	0,3%
17	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 775 281	0,13%	20 163 434	0,1%
18	MINISTERE DE LA SANTE	782 001 686	5,20%	1 322 637 796	8,2%
19	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	101 378 845	0,67%	137 573 840	0,8%
20	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 430 437 894	9,52%	1 473 782 208	9,1%

21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	154 502 175	1,03%	208 551 940	1,3%
22	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	27 261 077	0,18%	34 271 403	0,2%
23	MINISTERE DE LA JEUNESSE	76 220 409	0,51%	83 499 152	0,5%
24	ASSEMBLEE NATIONALE	127 440 746	0,85%	138 584 937	0,9%
25	COUR SUPREME	17 487 477	0,12%	19 752 619	0,1%
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	9 363 179	0,06%	7 769 662	0,0%
27	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	15 657 435	0,10%	18 542 882	0,1%
28	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7 255 104	0,05%	10 810 691	0,1%
30	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 257 002	0,36%	54 795 996	0,0%
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	96 741 847	0,64%	149 287 926	0,3%
32	MINISTERE DES TRANSPORTS	47 930 381	0,32%	52 285 912	0,9%
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX DE GUINEE	6 170 342	0,04%	8 297 777	0,3%

34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	790 969 741	5,26%	916 089 448	0,1%
35	ADMINISTRATION, CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS ET DES MARCHES PUBLICS	15 626 345	0,10%	15 814 301	5,6%
36	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 602 783 447	10,66 %	1 542 422 962	0,1%
37	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	32 045 782	0,21%	27 383 764	9,5%
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	17 701 010	0,12%	20 222 193	0,1%
41	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	35 231 800	0,23%	12 186 157	0,1%
43	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	130 389 386	0,87%	149 255 209	0,9%
46	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA	2 747 674	0,02%	2 890 553	0,02 %

	LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE				
>50	ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 600 000	0,04%	6 943 200	0,04 %
64	MINISTERE DU BUDGET	106 814 362	0,71%	132 491 746	0,8%
67	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	12 809 750	0,09%	13 774 435	0,1%
69	COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	415 000 000	2,76%	15 000 000	0,1%
72	COUR CONSTITUTIONNELLE	13 371 500	0,09%	17 406 580	0,1%
73	COUR DES COMPTES	2 000 000	0,01%	25 223 097	0,2%
74	HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	0,01%	2 000 000	0,0%
75	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 000 000	0,01%	2 723 097	0,0%
76	INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 063 000	0,01%	2 792 996	0,0%
77	MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	6 711 979	0,04%	10 011 002	0,1%
99	DÉPENSES COMMUNES	2 853 323 287	18,99 %	3 996 004 559	24,6 %

III.4 DÉFICIT BUDGÉTAIRE ET FINANCEMENT

Le déficit budgétaire découlant de la contraction des recettes et des dépenses du projet de budget 2017 est de 117,47 Mds financé par des concours extérieurs pour 1 129,60 Mds et d'autres moyens de désendettement interne et externe pour 783,32 Mds avec un financement à rechercher de 285,08 Mds.

Le solde de base et solde primaire s'établissent respectivement à GNF 460,78 Mds (0,70% du PIB) et GNF 1 210,48 Mds (1,83% du PIB) contre - 185,91 Mds (-0,32% du PIB) et 612,59 Mds (1,06% du PIB) à fin décembre 2016.



II. LOI DE FINANCES 2017

REPUBLIQUE DE GUINEE
Travail - Justice - Solidarité

ASSEMBLEE NATIONALE

Loi L/2016/N° _____/AN

PORTANT LOI DE FINANCES INITIALE POUR L'ANNEE 2017

L'Assemblée Nationale,

Vu – La Constitution ;

Vu – La loi organique N°012 du 06 août 2012 relative aux lois de finances ;

Après en avoir délibéré, adopté,

Le Président de la République promulgue la loi dont la teneur suit :

I. DISPOSITIONS GENERALES RELATIVES AUX RESSOURCES, AUX CHARGES ET A L'EQUILIBRE BUDGETAIRE ET FINANCIER

A- DISPOSITIONS RELATIVES AUX RESSOURCES

Article 1/ La perception des impôts, produits et taxes diverses affectés à l'Etat, aux collectivités locales, aux établissements publics et organismes divers habilités à les percevoir, continue d'être effectuée pendant l'année 2017 conformément aux lois et règlements en vigueur sous réserve des dispositions de la présente loi.

Article 2/ Les affectations de recettes à des dépenses déterminées, sous forme de budgets d'affectation spéciale, de comptes de commerce ou de fonds de concours, sont autorisées et prévues en Loi de Finances.

Article 3/ Les recettes du budget de l'Etat pour 2017 sont évaluées à **QUINZE MILLE DEUX CENT VINGT DEUX MILLIARDS TROIS CENT QUATRE VINGT QUATRE MILLIONS SEPT CENT SOIXANTE HUIT MILLE FRANCS GUINEENS (15 222 384 768 000 GNF)** et se décomposent ainsi qu'il suit :

RECETTES FISCALES	12 201 121 332 000
RECETTES NON FISCALES	704 206 375 000
DONS	2 317 057 061 000
- Dons affectés	1 315 290 500 000
- Dons non affectés	1 001 766 561 000

La ventilation de ces recettes figure en annexe dans la présente Loi.

B- DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHARGES

Article 4/ Le montant des dépenses inscrites au titre du budget de l'Etat dans la loi de finances pour 2017 est de **QUINZE MILLE TROIS CENT VINGT HUIT MILLIARDS QUATRE CENT CINQUANTE SIX MILLIONS SOIXANTE SIX MILLE FRANCS GUINEENS (15 328 456 066 000 GNF)** se répartissant comme suit:

* DEPENSES COURANTES.....	10 475 612 199 000
* Intérêts de la dette.....	1 156 098 932 000
* Traitements et salaires.....	3 600 451 016 000
* Achats de biens et services.....	3 210 620 643 000

* Subventions et transferts.....	2
508 441 608 000	
* DEPENSES EN CAPITAL.....	4
852 843 867 000	
* Investissement sur Financement intérieur.....	2
329 653 867 000	
* Investissement sur Financement extérieur.....	2
444 890 000 000	
* Investissements Financiers et Transferts en Capital.....	78
300 000 000	

C- CONDITIONS GENERALES DE L'EQUILIBRE FINANCIER

Article 5/ Le montant du déficit s'élève à **CENT SIX MILLIARDS SOIXANTE ONZE MILLIONS DEUX CENT QUATRE VINGT DIX HUIT MILLE FRANCS GUINEENS (106 071 298 000 GNF).**

Article 6/ Pour financer ce déficit budgétaire, le Ministre Chargé des Finances est autorisé à :

- contracter des emprunts pour un montant de MILLE CENT VINGT NEUF MILLIARDS CINQ CENT QUATRE VINGT DIX NEUF MILLIONS CINQ CENT MILLE FRANCS GUINEENS (1 129 599 500 000 GNF) ;
- procéder à l'amortissement de la dette publique pour un montant de MILLE CINQ CENT SOIXANTE SEIZE MILLIARDS CINQ CENT SOIXANTE ONZE MILLIONS SIX CENT QUATRE VINGT MILLE FRANCS GUINEENS (-1 576 571 680 000 GNF) ;

- procéder à l'accumulation des arriérés extérieurs pour un montant de QUARANTE SIX MILLIARD SIX CENT SOIXANTE QUATORZE MILLIONS NEUF CENT SIX MILLE FRANCS GUINEENS (46 674 906 000 GNF) ;
- recourir à un financement bancaire pour un montant de TROIS CENT SOIXANTE SEIZE MILLIARDS SEPT CENT MILLIONS FRANCS GUINEENS (376 700 000 000 GNF) ;
- recourir à d'autres moyens de financements non bancaires pour un montant de CENT VINGT NEUF MILLIARDS SIX CENT SOIXANTE HUIT MILLIONS SIX CENT VINGT TROIS MILLE FRANCS GUINEENS (129 668 623 000 GNF).

II. DISPOSITIONS PARTICULIERES

A- DETAIL DES CREDITS PAR MINISTERES ET INSTITUTIONS

Article 7 / Dans la limite des plafonds de dépenses fixés à l'article 4 ci-dessus au titre du budget de l'Etat, les crédits alloués aux ministères et institutions se présentent comme suit par section et titre (en Milliers de GNF) :

SECTION	BENEFICIAIRE	LF 2016	LFI 2017
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	302 466 010	356 200 161
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	34 262 398	38 014 198
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	214 634 612	263 416 963
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	52 769 000	54 769 000

	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	800 000	0
02	PRIMATURE	52 307 589	77 547 037
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	2 981 007	2 523 297
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	24 326 582	34 023 740
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	5 000 000	6 000 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	20 000 000	35 000 000
03	MINISTERE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 450 831 589	1 564 668 006
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	541 327 859	600 604 335
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	657 289 889	721 373 468
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	222 213 841	222 690 203
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	30 000 000	20 000 000
04	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	436 501 116	366 063 649
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	41 979 578	46 576 425
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	22 507 453	21 266 861
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	57 050 000	72 614 663
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	186 810 200	159 800 900
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	128 153 936	65 804 800

05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	358 979 042	396 442 127
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	291 844 813	323 802 400
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	57 278 229	59 692 041
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	2 856 000	4 165 486
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	7 000 000	8 782 200
06	MINISTERE DE LA JUSTICE	102 672 040	97 888 913
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	52 772 587	58 551 290
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	25 598 590	28 803 793
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	88 818	120 930
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	10 000 000	7 152 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	14 212 045	3 260 900
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	237 874 621	277 021 501
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	68 876 947	76 419 109
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	145 997 675	153 581 422
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	20 000 000	42 230 970
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	3 000 000	4 790 000
08	MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	36 204 491	105 516 920

	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	23 344 121	25 900 349
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	6 945 415	14 982 966
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	4 756 500	5 946 205
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	600 000	54 646 400
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	558 455	4 041 000
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	437 446 596	397 182 795
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	115 819 051	128 501 467
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	37 307 373	39 123 564
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	1 500 000	1 608 465
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	96 345 200	29 730 600
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	186 474 972	198 218 700
10	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	38 774 955	60 527 987
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	22 770 376	25 263 777
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	13 029 579	12 704 649
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	1 775 000	17 247 461
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	1 200 000	5 312 100

11	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	522 056 546	449 541 919
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	133 931 159	148 596 887
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	3 295 794	3 367 697
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	4 250 000	5 001 936
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	195 637 000	95 522 400
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	184 942 593	197 053 000
12	MINISTERE DE LA PÊCHE, DE L'AQUACULTURE ET DE L'ECONOMIE MARITIME	65 146 889	121 880 491
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	25 872 596	28 705 697
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	3 018 279	3 168 813
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	2 700 000	3 276 181
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	2 000 000	3 700 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	31 556 014	83 029 800
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	61 099 396	60 810 422
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	30 413 750	33 744 116
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	11 407 295	11 954 999
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	650 000	1 885 007
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	12 500 000	6 185 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	6 128 351	7 041 300

14	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 743 099 562	1 079 433 975
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	16 834 711	18 678 147
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	5 753 384	6 049 428
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	1 327 657 139	705 638 600
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	392 854 327	349 067 800
15	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	105 836 939	103 623 967
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	26 151 409	29 015 040
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	4 826 039	5 068 041
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	760 800	635 886
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	36 793 000	40 799 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	37 305 691	28 106 000
16	MINISTERE DU COMMERCE	44 916 193	52 084 653
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	38 153 180	42 331 029
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	2 425 213	4 551 324
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	4 337 800	1 884 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	8 483 360	3 318 300
17	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 775 281	19 607 469
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	9 994 921	11 089 384

	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	6 180 361	5 945 775
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	200 000	1 572 310
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	3 400 000	1 000 000
18	MINISTERE DE LA SANTE	782 001 686	1 322 564 335
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	196 038 955	217 505 610
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	215 398 838	256 526 117
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	51 728 682	80 431 109
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	164 619 000	256 965 600
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	154 216 211	511 135 900
19	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	41 186 829	137 573 840
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	14 970 924	16 610 270
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	8 085 420	8 505 862
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	4 749 485	6 382 008
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	13 381 000	22 244 200
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	60 192 016	83 831 500
20	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 430 437 894	1 473 208 025
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	1 005 500 310	1 115 604 592

	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	143 946 660	150 857 703
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	652 148	887 930
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	61 507 000	55 710 800
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	218 831 777	150 147 000
21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	110 387 652	210 535 603
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	58 902 289	65 352 906
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	18 608 740	19 559 357
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	7 575 624	10 783 740
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	25 301 000	81 589 600
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	44 114 523	33 250 000
22	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	27 261 077	34 246 403
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	19 378 770	21 500 784
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	6 732 307	7 057 387
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	150 000	204 232
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	1 000 000	5 484 000
23	MINISTERE DE LA JEUNESSE	76 220 888	83 499 152
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	17 677 031	19 612 701

	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	5 383 360	5 663 295
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	1 860 496	2 533 156
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	800 000	9 993 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	50 499 522	45 697 000
24	ASSEMBLEE NATIONALE	127 440 746	143 584 937
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	58 210 746	64 584 937
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	69 230 000	79 000 000
25	COUR SUPREME	17 487 477	19 752 619
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	6 987 477	7 752 619
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	9 000 000	11 000 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	1 500 000	1 000 000
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	9 363 179	12 769 662
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	862 540	956 990
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	6 000 639	8 312 672
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	2 000 000	3 500 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	500 000	0
27	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	15 657 435	18 542 882
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	6 798 439	7 542 882

	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	8 858 996	11 000 000
28	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7 255 104	10 810 691
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	2 118 482	2 350 460
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	4 954 084	8 211 696
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	182 538	248 534
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	0	0
30	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 257 002	54 721 442
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	4 904 296	5 441 326
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	1 688 594	1 701 847
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	22 664 112	30 665 769
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	25 000 000	16 912 500
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	96 741 847	149 258 419
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	68 694 828	76 217 049
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	10 726 043	10 983 370
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	1 050 000	1 050 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	1 600 000	11 129 400
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	14 670 975	49 878 600

32	MINISTERE DES TRANSPORTS	47 930 381	52 281 214
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	30 495 479	33 834 795
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	4 634 902	4 871 219
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	10 800 000	8 800 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	2 000 000	4 775 200
33	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	6 170 342	8 297 777
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	410 415	455 357
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	5 759 927	7 842 420
34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	790 969 741	912 583 581
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	150 473 956	166 951 153
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	9 879 636	10 393 377
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	542 456 548	658 474 451
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	32 880 000	30 485 000
	T 6. INVEST.FIN. & TRANSFERTS EN CAPITAL	55 279 600	46 279 600
35	ADMINISTRATION, CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS ET DES MARCHES PUBLICS	15 626 345	15 814 301
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	626 345	694 931

	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	15 000 000	15 119 370
36	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 602 783 447	1 542 416 762
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	14 244 360	15 804 145
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	2 063 990	2 165 117
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	301 500 000	401 500 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	403 205 300	495 191 100
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	881 769 797	627 756 400
37	MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	32 045 782	35 281 157
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	17 296 816	19 190 851
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	4 498 967	4 716 439
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	250 000	250 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	10 000 000	11 123 867
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	17 701 010	20 934 497
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	7 734 595	8 581 548
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	3 762 020	3 869 949
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	100 000	900 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	1 700 000	7 583 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	4 404 395	0

41	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	35 231 800	12 181 064
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	3 421 252	4 694 064
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	350 000	350 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	5 935 000	2 885 000
	DEPENSES SUR PROJETS FINEX	25 525 548	4 252 000
43	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	130 389 386	147 252 077
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	31 209 425	34 626 919
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	90 608 257	95 316 755
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	3 069 504	3 069 504
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	5 502 200	14 238 900
46	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	2 747 674	5 890 553
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	2 747 674	5 890 553
50-60	ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 600 000	6 943 200
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	6 600 000	6 943 200
	Gouvernorat de BOKE	1 000 000	1 052 000

	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	1 000 000	1 052 000
	Gouvernorat de FARANAH	800 000	841 600
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	800 000	841 600
	Gouvernorat de KANKAN	1 000 000	1 052 000
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	1 000 000	1 052 000
	Gouvernorat de KINDIA	1 000 000	1 052 000
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	1 000 000	1 052 000
	Gouvernorat de LABE	1 000 000	1 052 000
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	1 000 000	1 052 000
	Gouvernorat de MAMOU	600 000	631 200
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	600 000	631 200
	Gouvernorat de N'ZEREKORE	1 200 000	1 262 400
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	1 200 000	1 262 400
64	MINISTERE DU BUDGET	106 814 362	132 306 628
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	20 105 270	22 306 838
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	79 741 091	87 475 790
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	400 000	400 000
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP. EN CAPITAL DU BND	6 568 000	22 124 000

67	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	12 809 750	13 774 435
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	8 809 750	9 774 435
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	4 000 000	4 000 000
69	COMMISSION ELECTORALE NATIONALE INDEPENDENTE	415 000 000	15 000 000
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	400 000 000	0
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	15 000 000	15 000 000
72	COUR CONSTITUTIONNELLE	13 371 500	17 406 580
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	3 171 500	3 518 786
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	10 200 000	13 887 795
73	COUR DES COMPTES	2 000 000	25 223 097
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	0	11 500 000
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	2 000 000	13 723 097
74	HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	2 000 000
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	2 000 000	2 000 000
75	HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 000 000	2 723 097
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	2 000 000	2 723 097
76	INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 063 000	2 792 996

	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	63 000	69 899
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	2 000 000	2 723 097
77	MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	6 711 979	10 011 002
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	6 711 979	10 011 002
99	DEPENSES COMMUNES	2 853 323 287	4 465 809 916
	T1. INTERETS DE LA DETTE	987 156 357	1 156 099 132
	T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	49 983 539	13 791 288
	T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	354 239 081	906 824 518
	T4. SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	517 957 242	680 227 598
	T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	202 923 254	100 275 500
	T6. INVEST.FINANCIERS & TRANSF.EN CAPITAL	63 195 839	32 020 401
	T7. PRINCIPAL DE LA DETTE	677 867 975	1 576 571 680

B-DISPOSITIONS RELATIVES A L'ABAISSMENT DU TAUX DE LA TVA DE

20% A 18%

Article 8/: L'article 12 de la loi de finances pour 2016 est modifié ainsi qu'il suit :

Les taux de la taxe sur la valeur ajoutée (TVA) sont les suivants :

- Taux normal : 18% applicable à toutes les opérations taxables, à l'exclusion des exportations et transports internationaux ;

- Taux zéro : zéro pour cent (0%) applicable aux exportations et transports internationaux.

Ces taux s'appliquent à la base calculée hors taxe sur la valeur ajoutée.

C-DISPOSITIONS RELATIVES A LA DETAXATION DE LA FARINE ET DES HUILES ALIMENTAIRES

Article 9/ : Les dispositions de l'article 13 de la Loi de Finances pour 2016 sont abrogées.

La farine et les additifs entrant dans sa production et les huiles alimentaires sont exonérés de la TVA.

Le 3^{ème} et le 5^{ème} tiret du paragraphe **f** de l'article 362 du Code Général des Impôts reste sans changement.

D-DISPOSITIONS RELATIVES A LA RETENUE A LA SOURCE DE 50% DE TVA

Article 10/ : L'alinéa 1 de l'article 14 de la Loi de Finances pour 2016 est modifié et complété ainsi qu'il suit :

Il est institué une retenue à la source de 50% de TVA facturée par les fournisseurs de biens et services au niveau des entreprises publiques, **sociétés d'économie mixte**, sociétés minières, sociétés pétrolières et sociétés de téléphonie.

Cette retenue est opérée par lesdites entreprises au moment du paiement de la facture auprès des entreprises concernées et reversée en même temps que les autres impôts à déclaration mensuelle unique.

L'aliéna 2 reste sans changement.

E-DISPOSITIONS RELATIVES A L'IMPOT MINIMUM FORFAITAIRE (IMF)

Article 11/ : L'article 244 du Code Général des Impôts est amendé ainsi qu'il suit:

- Le montant de l'Impôt Minimum Forfaitaire des grandes entreprises ne peut en aucun cas être inférieur à 45 000 000 GNF, ni dépasser 60 000 000 GNF ;
- Le montant de l'Impôt Minimum Forfaitaire des moyennes entreprises ne peut en aucun cas être inférieur à 15 000 000 GNF, ni dépasser 45 000 000 GNF.

Article 12/ : L'alinéa 3 de l'article 246 du Code Général des Impôts est amendé ainsi qu'il suit :

La fraction de l'impôt minimum forfaitaire supérieure à 6 000 000 GNF pour les grandes entreprises et 3 000 000 GNF pour les autres entreprises peut être imputée sur les sommes dues par les personnes morales et physiques au titre de l'impôt sur les sociétés, de l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et de l'impôt sur les bénéfices non commerciaux. Cette imputation se fait au titre des acomptes provisionnels dont le paiement est prévu à l'article 236 ou sur le solde de l'impôt sur les sociétés.

En cas de taxation d'office à l'IS, à l'impôt BIC, à l'impôt BNC, à l'encontre d'une personne morale ou physique, l'IMF payé ne peut être imputé.

F-DISPOSITIONS RELATIVES A LA CONTRIBUTION FONCIERE UNIQUE (CFU)

Article 13/ : L'article 265 du Code Général des Impôts (CGI), fixant les taux de la CFU est modifié ainsi qu'il suit :

- a. Immeubles à usage d'habitation occupée par les propriétaires, 5% de la valeur locative annuelle ;
- b. Immeuble à usage professionnel occupés par les propriétaires, 10 % de la valeur locative annuelle ;

c. Immeubles loués, 15% de la valeur locative annuelle.

G-DISPOSITIONS RELATIVES AUX DROITS D'ENREGISTREMENT

Article 14/: L'article 521 du Code Général des Impôts (CGI), est complété ainsi qu'il suit :

Alinéa 11 bis. Doivent être enregistrés dans le délai d'un mois à compter de leur date d'établissement...*les contrats de fourniture de biens et services.*

Article 15/: L'article 534 III « Autres actes et documents » est complété comme suit :

- Contrats de fourniture de biens et services (hors marchés publics):
 - o De 1 GNF à 100 millions GNF : 1%
 - o De 100 000 001 GNF à 1 milliard GNF : 0,50%
 - o De 1 000 000 001 GNF à 10 milliards GNF : 0,25%
 - o Supérieurs à 10 milliards GNF : 0,10%du montant des contrats.
- Marchés publics : 2% du montant des marchés.

H-DISPOSITIONS RELATIVES A L'ELARGISSEMENT DU PRELEVEMENT FORFAITAIRE DE 10%

Article 16/: L'article 254 du Code Général des Impôts (CGI) anciennement libellé « Il est également applicable aux achats locaux réalisés par les établissements publics et les entreprises minières, les sociétés de téléphonie, les banques, les sociétés d'assurance, les établissements de micro-finances et les sociétés pétrolières »

Est complété ainsi qu'il suit :

« Il est également applicable aux achats locaux réalisés par les établissements publics, les sociétés d'économies mixtes, les entreprises minières, les sociétés de téléphonie, les banques, les sociétés d'assurance, les établissements de micro-finances et les sociétés pétrolières ».

(ancien)

« Le prélèvement est imputable sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux et l'impôt sur les sociétés dus au titre de l'exercice au cours duquel les opérations sont réalisées. En ce qui concerne l'impôt sur les sociétés, le prélèvement est imputable sur les acomptes et sur le solde ».

(nouveau)

Le prélèvement est imputable sur l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux, **les bénéfices non commerciaux** et l'impôt sur les sociétés dus au titre de l'exercice au cours duquel les opérations sont réalisées.

I-DISPOSITIONS RELATIVES AUX INCITATIONS FISCALES ACCORDEES AUX CENTRES DE GESTION AGREES (CGA).

Article 16 bis: Avantages fiscaux accordés aux CGA et à leurs adhérents :

Dans le but de promouvoir la création des centres de gestion agréés (CGA) et d'inciter les petites et moyennes entreprises et industries (PME/PMI) à y adhérer, des avantages fiscaux sont accordés :

✓ **Au profit des CGA:**

- les droits d'enregistrement sur les statuts sont acquittés au droit fixe de 100 000 GNF.
- une exonération de l'impôt sur les bénéfices pendant les trois (3) premières années.
- une exonération du versement forfaitaire sur les salaires et la taxe d'apprentissage pendant les trois (3) premières années.

- ✓ **Au profit des adhérents:**
- **pour les adhérents soumis au régime Réel Simplifié d'Imposition (RSI) et pour les adhérents soumis au régime de l'Impôt synthétique (IS) :**
 - un abattement de l'impôt sur les bénéfices, 50% pour les trois (3) premières années et 25% à partir de la quatrième année.
 - une exonération de la patente au titre de l'année d'adhésion et les deux années suivantes.
 - une exonération de l'Impôt minimum forfaitaire pour les trois (3) premières années.

J- DISPOSITIONS RELATIVES A L'OBLIGATION DE CERTIFICATION DES ETATS FINANCIERS.

Article 17 : toute personne physique ou morale quel que soit sa nationalité exerçant en Guinée des activités industrielles, commerciales, non commerciales ou de groupement d'intérêt économique, doit tenir une comptabilité conformément au SYSCOHADA. Elle doit faire certifier pour chaque exercice par **un commissaire aux comptes agréé en Guinée** ses états financiers et les communiquer à chaque fin d'exercice à la Direction Nationale des Impôts au plus tard le 30 avril de l'exercice suivant.

Elle doit donner accès aux documents comptables et pièces justificatives au personnel de l'Etat autorisé aux fins de vérification ou d'audit. Elle doit faciliter le travail de vérification et d'audit de ce personnel autorisé par l'Etat.

Pour les contribuables réalisant un chiffre d'affaires annuel inférieur à 500 millions de francs guinéens relevant de l'impôt synthétique, les obligations visées au présent article ne sont pas applicables.

K-DISPOSITIONS DOUANIERES.

Article 18/ : Les articles 59-2 et 75 du Code des Douanes sont modifiés comme suit :

Article 59.2 : la zone maritime du rayon des Douanes est comprise entre le littoral et la limite extérieure de la mer territoire située en mer à 12 milles marins des côtes.

Article 19/

Article 75 nouveau :

Alinéa 1 : Les agents des Douanes peuvent visiter tout navire se trouvant dans la zone maritime du rayon des Douanes.

Article 2 : Dans une zone contiguë comprise entre 12 et 24 milles marins mesurés à partir des lignes de base de la mer territoriale et sous réserve de délimitation avec les Etats voisins, le service des Douanes peut exercer les contrôles nécessaires en vue :

- De prévenir les infractions aux lois et règlements que l'administration des Douanes est chargée d'appliquer sur le territoire Douanier.
- De poursuivre les infractions à ces mêmes lois et règlements commises sur le territoire Douanier.

Article 20/ : L'article 22 de la Loi de Finances pour l'année 2014 relatif aux allègements Douaniers sur les matières premières ou intrants importés par les entreprises en phase de production est complété comme suit :

c) Les matières premières et intrants destinés à la fabrication des produits finis de la

catégorie 0 du tarif des douanes sont passibles seulement de la Redevance pour

Traitement de Liquidation (RTL).

Article 21/ : En application du tarif extérieur commun (TEC) de la CEDEAO, les importations des huiles végétales alimentaires raffinées sont soumises au Droit de Douane (DD) de **20%** avec perception d'une Taxe d'ajustement à l'importation (TAI) de **10%**.

En plus, il sera perçu la Redevance pour Traitement de Liquidation (RTL) de **2%**, le prélèvement Communautaire (PC) CEDEAO de **0,50%** et du Centime additionnel (CA) de **0,25%**.

Article 22 : Le Tarif Extérieur Commun (TEC) de la CEDEAO adopté par les chefs d'Etats et de Gouvernement de la CEDEAO est applicable aux importations et aux exportations de marchandises en République de Guinée pour compter du 1^{er} janvier 2017.

L- DISPOSITIONS RELATIVES AUX MODALITES D'EXECUTION DU BUDGET

DE L'ETAT

Article 23/ : Seuls sont habilités à encaisser les recettes publiques ou à payer les dépenses publiques, les comptables publics. Des régisseurs de recettes ou des régisseurs d'avances peuvent, dans les conditions fixées par le règlement général sur la gestion budgétaire et la comptabilité publique (RGGBCP), intervenir, en liaison avec les comptables du Trésor dans les opérations d'encaissement et de paiement.

Article 24 : Les régisseurs de recettes administratives et autres recettes non fiscales sont tenus de reverser au compte du Trésor ouvert au nom de l'Etat à la Banque Centrale tous les encaissements réalisés au titre des redevances, droits et frais administratifs et produits divers.

Aucune contraction entre recettes et dépenses au sein d'un département générateur de recettes administratives et autres recettes non fiscales n'est autorisée.

Les dépenses relatives au fonctionnement de ces départements ministériels et leurs services doivent être couvertes par des crédits régulièrement ouverts en loi de finances.

Article 25/ : Sont réputés gestionnaires de fait, tous fonctionnaires ou agents qui auront détenu ou manipulé des fonds publics sans y avoir été habilités. Ils sont personnellement et pécuniairement responsables des opérations qu'ils auront effectuées, sans préjudice des poursuites

pénales et des sanctions disciplinaires qui pourront être engagées à leur encontre, à l'initiative du Ministre d'Etat chargé de l'Economie et des Finances.

Article 26/ : L'exécution du budget de l'Etat est assurée dans sa phase administrative par des ordonnateurs principaux, secondaires et délégués.

En matière de ressources, le Ministre chargé des Finances est l'ordonnateur principal unique. Il peut toutefois déléguer cette fonction.

En matière de dépenses, les ordonnateurs du budget de l'Etat sont les Ministres et les Hautes autorités responsables des Institutions constitutionnelles. Ils peuvent déléguer formellement ce pouvoir à des agents soumis à leur autorité hiérarchique directe.

Le Ministre Chargé du Budget est ordonnateur principal des crédits globaux.

Les Gouverneurs de régions, les Préfets et les Chefs des Missions Diplomatiques sont ordonnateurs secondaires pour les dépenses du budget national exécutées au niveau déconcentré, respectivement à l'intérieur et à l'extérieur du pays.

Les Directeurs nationaux, Chefs de services centraux et Coordonnateurs de projets publics sont ordonnateurs délégués des dépenses de leurs Directions, Services et projets respectifs pour les dépenses des titres II, III, IV et V.

Le Directeur National du Budget est ordonnateur délégué des crédits globaux autres que ceux relatifs à la dette publique.

Le Directeur National chargé de la Dette et de l'Aide Publique au Développement est ordonnateur délégué des dépenses au titre de la dette publique.

Le contrôle à priori des dépenses du budget de l'Etat et des budgets des établissements publics est assuré par des contrôleurs financiers relevant de l'autorité directe du Ministre Chargé des Finances et placés auprès

des Ministres, des Gouverneurs, des Préfets et des Directeurs des établissements publics.

Article 27/ : Les engagements de dépenses s'effectuent dans la limite des plafonds mensuels ou trimestriels de crédits notifiés par arrêté du Ministre Chargé du Budget en fonction du niveau de recouvrement des recettes.

Ces plafonds ne concernent pas les dépenses relatives aux traitements et salaires, aux pensions et à la dette extérieure.

Article 28/ : La procédure de réservation des crédits est obligatoire pour tout marché passé par l'Etat. Les modalités d'application de cette procédure sont fixées par Arrêté du Ministre Chargé des Finances.

Tout marché passé sans réservation préalable de crédits est invalide et n'engage en aucun cas la responsabilité de l'État

Article 29/ : Les crédits ouverts en faveur des services déconcentrés dans la loi de finances et figurant dans son décret de répartition doivent être exécutés sans aucune modification au niveau central.

A ce titre, il est interdit d'utiliser les dotations des services déconcentrés au profit des services centraux.

Article 30/ : Aucune dépense ne peut être mise à la charge de l'Etat si elle n'est pas prévue par une Loi de finances.

Article 31/ : Tout acte de dépenses qui engage les finances de l'Etat est subordonné à l'existence de crédits suffisants ainsi qu'au respect des règles régissant les dépenses publiques tout au long des procédures spécifiques que sont l'engagement, le contrôle, la certification du service fait, la prise en charge et la liquidation, l'ordonnancement et le paiement.

Tout contrat conclu en violation de ces obligations est nul et de nullité absolue.

Aucun engagement financier ne peut être endossé par l'Etat, s'il n'a pas, préalablement, reçu le visa du Ministre en charge des Finances.

III. DISPOSITIONS FINALES

Article 32/ : La date limite des délégations de crédits et des engagements budgétaires pour l'exercice 2017 est fixée au 30 novembre 2017.

Article 33/ : Les dépenses engagées et liquidées au cours de l'exercice budgétaire 2017 peuvent être payées après la fin de cet exercice jusqu'au 31 janvier 2018.

Article 34/ : Seules les opérations de régularisation d'ordre uniquement comptable peuvent être effectuées au cours de la période d'inventaire d'une durée maximum de deux (02) mois à compter de la fin de l'année civile

La date de clôture des comptes au titre de l'exercice 2017 est fixée au 28 février 2018.

Article 35/ : La présente Loi qui abroge toutes les dispositions antérieures contraires, sera enregistrée, publiée au Journal Officiel de la République de Guinée et exécutée comme Loi de l'Etat.

Conakry,
le.....2016

Pr. Alpha CONDE

REPARTITION DES RECETTES INTÉRIEURES

S	T	C	A	Libellé	LFI 2016	LFI 2017
				TOTAL RECETTES INTERIEURES	11 543 812 523	12 905 327 707
I				RECETTES FISCALES	10 870 081 336	12 201 121 332
	1		0	IMPOTS ET TAXES SUR LES REVENUS ET BENEFICES	2 220 236 039	2 875 278 579
		11		IMPOTS SUR LES SOCIETES	1 595 093 755	2 021 686 997
			1	Impôt sur les sociétés minières	793 829 315	806 484 393
			11	Impôt sur les autres sociétés	730 000 000	1 043 099 625
			21	Impôt minimum forfaitaire	44 786 190	86 297 578
			41	Taxe Minière à l'Extraction (TME)	22 800 023	81 719 803
		11	81	Recouvrement sur exercices clos	2 001 008	2 363 090
			91	Amendes et pénalités	1 677 219	1 722 508
		12		IMPOTS SUR REVENU RETENUS A LA SOURCE	446 798 621	525 906 469
			1	RTS- budget national	6 000 000	9 472 443
			11	RTS- autres secteurs	183 302 978	211 911 489
			21	Retenu a la source/rev.non salariaux	186 611 476	237 659 004
			31	Retenue à la source loyers	15 000 000	33 146 763
			41	Impôt sur le revenu des capitaux	45 000 000	26 115 377
			51	Retenue à la source sur avantages en nature	3 000 000	1 757 617
		12	81	Recouvrement sur exercices clos	3 084 167	2 849 352
			91	Amendes et pénalités	4 800 000	2 994 424
		13		IMPOTS/REV.DES PERSONNES PHYSIQUES	178 343 663	327 685 113
			21	Prélèvement/BIC	3 099 010	12 981 537
			31	Prélèvement/BNC	236 700	177 313

		41	Prélèvement forfaitaire à l'importation	120 000 000	145 394 280
		51	Prélèvement forfaitaire sur les achats locaux	52 900 000	52 396 868
		52	Précompte TVA		116 635 341
	13	81	Recouvrement sur exercices clos	1 371 651	0
		91	Amendes et pénalités	736 302	99 774
2			IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	47 131 288	41 153 994
	21		IMPOTS SUR LE PATRIMOINE	47 131 288	41 153 994
		01	Droits de mutation d'Immeubles	5 100 000	13 731 656
		11	Contribution foncière unique	38 417 924	27 422 338
	21	81	Recouvrement sur exercices clos	1 913 864	0
		91	Amendes et pénalités	1 699 500	0
3			IMPÔTS SUR LE COMMERCE EXT ET LES TRANSACTIONS INTERNAT.	2 625 292 673	2 504 298 616
	31		IMPOTS/COMM.EXT.& TRANSACTIONS INTERNATIONALES	2 625 292 673	2 504 298 616
		1	Droit fiscal d'importation	1 772 499 186	1 697 670 568
			dt DFI sur pdts pétroliers	635 983 932	546 685 381
			dt DFI hors pdts pétroliers	1 136 515 254	1 150 985 187
		11	Droit fiscal à la sortie	298 250 755	340 632 911
			SAG	153 876 293	160 665 822
			SMD	121 574 439	145 167 089
			Société Minière de Boké (SMB)	22 800 023	34 800 000
		21	Droits d'accise	74 498 184	55 907 759
			Taxe dégressive de production	28 306 931	27 937 162
		41	Droit de magasinage	189 464	245 235

		51	Taxe d'Entreposage	46 694 114	38 647 033
			dt TE sur pdts pétroliers	43 673 044	34 424 410
			dt TE hors pdts pétroliers	3 021 070	4 222 623
		61	Redevance de liquidation	312 966 438	298 232 539
			dt RL sur pdts pétroliers	71 625 069	61 858 570
			dt RL hors pdts pétroliers	241 341 369	236 373 969
		71	Produits de vente aux enchères	1 430 042	787 840
		72	Taxes enregistrements Douanes	6 737 398	6 324 113
		81	Recouvrement sur exercices clos	81 899 544	34 771 123
		91	Amendes et confiscations douanières	1 820 616	3 142 333
4			TAXES SUR BIENS & SERVICES	5 601 238 371	6 334 320 000
	41		TAXES SUR BIENS & SERVICES NON MINIER	4 382 294 335	4 872 713 221
		01	TVA Intérieures	1 250 046 193	1 430 076 181
		11	TCA/TVA à l'Importation	2 189 492 006	2 278 843 843
			dt TVA sur pdts pétroliers	940 905 677	891 434 803
			dt TVA hors pdts pétroliers	1 248 586 329	1 387 409 040
		21	Taxe Unique/Véhicules	10 761 194	21 151 603
		31	Taxe sur les contrats d'assurance	16 123 533	19 144 055
		41	Taxe sur les Affaires Financières	115 128 740	140 569 007
		51	Taxe supportée par l'Etat Achat finex	202 923 254	100 275 550
			dont DND	146 323 254	90 532 034
			dont DNI	56 600 000	9 743 516
		61	Taxe sur les produits pétroliers	582 815 215	850 787 458
		71	Surtaxe fiscale	15 004 200	23 622 636
	42		TAXES SUR LES PRODUITS MINIER	683 233 735	707 300 000

		1	Taxe sur les produits miniers	678 025 853	696 500 000
			CBG	648 714 100	633 612 947
			CBK	29 311 753	23 590 959
			ACG		0
			Global Alumina		0
			Rio Tinto		0
			Belzon		0
		11	Taxe sur exportation du Diamant	5 207 882	7 200 000
			SAG		0
			SMD		0
			BCRG / AREDOR		0
			SEMAFO		0
			Autres		0
		81	Recouvrement sur exercices clos		0
		91	Amendes et saisies		0
	43		TAXE D'ACCES AU RESEAU DES TELECOMMUNICATIONS (TARTEL)	113 610 301	123 028 537
		1	Taxe d'accès au réseau de télécommunications (TARTEL)	113 610 301	123 028 537
	44		TAXE SUR LA CONSOMMATION TELEPHONIQUE (TCT)	422 100 000	631 278 242
		1	Taxe sur la Consommation Téléphonique (TCT)	422 100 000	631 278 242
	5		AUTRES RECETTES FISCALES	188 357 034	245 076 334
	51		TIMBRES FISCAUX	15 000 000	21 376 808
		1	Timbres fiscaux	15 000 000	21 376 808
	52		PRODUIT DE L'ENREGISTREMENT	25 048 154	37 841 297
		1	Droit sur les Sociétés	6 696 818	9 298 201
		11	Droit sur Marché BND	10 000 000	2 471 773

		21	Autres Droits d'Enregistrement	2 686 971	26 071 323
		31	Autres Droits de Mutation	5 564 365	0
	52	81	Recouvrement sur exercices clos	100 000	0
	53		TAXE SUR LES SALAIRES	148 308 880	185 858 229
		1	Versements forfaitaires	140 010 000	176 046 053
		11	Taxe d'apprentissage	6 435 000	6 954 528
	53	81	Recouvrement sur exercice clos	623 368	1 091 609
		91	Amendes et pénalités	1 240 512	1 766 039
II			RECETTES NON FISCALES	673 731 187	704 206 375
	6		REDEV. DIVIDENDES, DROITS, FRAIS AMINISTRATIFS, AMENDES	628 156 187	575 726 375
	61		REDEVANCES & DIVIDENDES	349 359 044	374 961 130
		1	Dividende perçu par l'état	39 009 967	60 889 881
		11	Redevances sociétés de pêche	29 000 000	34 568 000
		21	Redev.comptoirs acheteurs collect. (diamant)	7 922 794	5 912 268
		31	Redevances exploitation minières	17 691 020	70 600 000
		61	Redev. domaniales (baux et Concessions)	5 370 346	10 000 000
		72	Redevances rdio tél. mobile GSM	180 000 000	110 000 000
		81	Redevances forêts et chasses	2 000 000	1 500 000
		91	Recettes locatives	14 729 000	17 556 968
			dt Rec loc Patrimoine bâti public	12 715 000	15 156 280
			dt Rec loc Cité des Nations	1 019 000	1 214 648
			dt Rec loc Hôtels tourisme	900 000	1 072 800
			dt Rec loc Palais du Peuple	95 000	113 240

		92	Location d'infrastructures	53 635 917	63 934 013
			ANAÏM (CBG)	32 675 029	38 948 635
			CBK	20 960 888	24 985 378
	62		DROITS ET FRAIS ADMINISTRATIFS	274 047 143	194 179 245
		11	Frais judiciaires	650 000	500 000
		21	Recettes consulaires	2 249 841	2 249 841
		31	Recettes de publication	1 312 000	1 044 100
			HOROYA	612 000	209 700
			RTG	700 000	834 400
		41	Recettes de l'immigration / émigration	135 000 000	100 000 000
		51	Droit et frais d'identité nationale	1 576 000	1 878 000
		61	Ventes de documents administratifs	47 000 000	30 000 000
		62	Permis de conduire	797 000	950 000
		71	Droits Topographiques	887 000	1 057 304
		81	Droits et frais d'administration automobile (CdAC)	83 455 302	56 300 000
		82	Immatriculations Portières	570 000	0
		91	Autres droits & frais administratifs	550 000	200 000
			SNCQ Normes	550 000	200 000
	63		AMENDES ET CONFISCATIONS	4 750 000	6 586 000
		1	Amendes Judiciaires	575 000	685 400
		11	Amendes Polices Routières	590 000	703 280
		31	Amendes Gendarmerie Routière	585 000	697 320
		41	Amendes de pêche	3 000 000	4 500 000
7			AUTRES RECETTES NON FISCALES	30 200 000	113 085 000
	71		PRODUITS DIVERS	30 200 000	113 085 000

		11	Recettes des stades	200 000	100 000
		21	Recettes des jeux	30 000 000	43 385 000
8			RECETTES EN CAPITAL	15 375 000	15 395 000
	81		VENTE DE CAPITAL FIXE, DES STOCKS ET D'ACTIFS INCORPORELS	14 425 000	14 425 000
		32	Cessions d'immobilisations	14 425 000	14 425 000
	82		REMBOURSEMENT DE PRETS	950 000	970 000
		3	Rem prêt retroc PAC	665 966	685 966
		6	Rem prêt retroc SOGEAC	284 034	284 034
			Redevance Entretien Routier	187 825 932	200 993 809

RESSOURCES EXTÉRIEURES

S	T	C	A	Libellé	LFI 2017
III				TOTAL DONS ET EMPRUNTS	3 446 656 561
	9			<u>DONS</u>	<u>2 317 057 061</u>
		91		DONS NON AFFECTES	1 001 766 561
			1	Dons non affectés	1 001 766 561
		92		DONS AFFECTES	1 315 290 500
			1	Dons affectés	1 315 290 500
	10			<u>EMPRUNTS</u>	<u>1 129 599 500</u>
		101		EMPRUNTS NON AFFECTES	0
			1	Emprunts non affectés	0
		102		EMPRUNTS AFFECTES	1 129 599 500
			1	Emprunts affectés projets extér.	1 129 599 500

RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES

	LFI 2016	LFI 2017
TOTAL GENERAL DES DEPENSES	14 206 669 985	15 328 456 066
T1 . INTERETS DE LA DETTE	987 156 357	1 156 098 932
T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	3 273 000 000	3 600 451 016

T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	2 820 081 228	3 210 620 643
T4. INTERVENTION /SUBVENTIONS &TRANSFERTS (COURANTS)	1 991 115 261	2 508 441 608
T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	2 904 002 093	2 329 653 867
T6. INVESTIS. FINANCIERS & TRANSFERTS EN CAPITAL	118 475 439	78 300 000
DEPENSES SUR PROJETS FINEX	2 112 839 607	2 444 890 000
<i>Emprunts</i>	<i>1 008 290 000</i>	<i>1 129 599 500</i>
<i>Dons</i>	<i>1 104 549 607</i>	<i>1 315 290 500</i>

VENTILATION DES DÉPENSES PAR FONCTION

Code fonction	Fonction	2016	2017
En Mds GNF			
1	Services Généraux des administrations publiques	4 262 985 610	5 417 359 436
2	Défense	1 445 695 930	1 542 660 235
3	Ordre et sécurité publique	445 465 123	508 206 950
4	Affaires économiques	1 267 193 121	1 259 783 092
5	Protection de l'environnement	164 938 059	415 391 748
6	Logements et équipements collectifs	3 077 293 373	2 045 898 300
7	Santé	868 836 824	1 464 991 303
8	Loisir, culture et culte	123 831 109	186 879 372
9	Enseignement	2 372 991 274	2 590 527 951
10	Protection sociale	999 536 503	1 272 335 552
	TOTAL	15 028 766 927	16 704 033 937

RÉCAPITULATIF DES DÉPENSES COURANTES PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

	LFI 2016	LFI 2017
--	-----------------	-----------------

TOTAL GENERAL DEPENSES COURANTES	8 084 196 489	9 319 513 266
INTERETS DE LA DETTE (Dépenses communes)	987 156 357	1 156 098 932
PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	301 666 010	356 200 161
PRIMATURE	32 307 589	42 547 037
MINISTERE DE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 420 831 589	1 544 668 006
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	121 537 031	140 457 949
MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	351 979 042	387 659 927
MINISTERE DE LA JUSTICE	78 459 995	87 476 013
MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	234 874 621	272 231 501
MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	35 046 037	46 829 520
MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	154 626 424	169 233 495
MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	37 574 955	55 215 887
MINISTERE DE L'AGRICULTURE	141 476 952	156 966 519
MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L'AQUACULTURE	31 590 875	35 150 691
MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	42 471 045	47 584 122
MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	22 588 095	24 727 575
MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	31 738 248	34 718 967
MINISTERE DU COMMERCE	40 578 393	46 882 353
MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	16 375 281	18 607 469
MINISTERE DE LA SANTE	463 166 475	554 462 835
MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	27 805 829	31 498 140

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 150 099 118	1 267 350 225
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	85 086 652	95 696 003
MINISTERE DE LA COMMUNICATION	26 261 077	28 762 403
MINISTERE DE LA JEUNESSE	24 920 888	27 809 152
ASSEMBLEE NATIONALE	127 440 746	143 584 937
COUR SUPREME	15 987 477	18 752 619
HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	8 863 179	12 769 662
CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	15 657 435	18 542 882
SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7 255 104	10 810 691
MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	29 257 002	37 808 942
MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	80 470 872	88 250 419
MINISTERE DES TRANSPORTS	45 930 381	47 506 014
GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	6 170 342	8 297 777
MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	702 810 141	835 818 981
ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 626 345	15 814 301
MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	317 808 350	419 469 262
MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	22 045 782	24 157 290
MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0

MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	11 596 615	13 351 497
MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	3 771 252	5 044 064
MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	124 887 186	133 013 177
MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0
MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	2 747 674	5 890 553
MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0
MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 600 000	6 943 200
MINISTERE DES SPORTS	0	0
MINISTERE DU BUDGET	100 246 362	110 182 628

MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA REFORME DES SERVICES DE SECURITE	0	0
MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	12 809 750	13 774 435
HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	415 000 000	15 000 000
MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
LA COUR CONSTITUTIONNELLE	13 371 500	17 406 580
LA COUR DES COMPTES	2 000 000	25 223 097
LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	2 000 000
LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 000 000	2 723 097
INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 063 000	2 792 996
MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	6 711 979	10 011 002
Dette, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires yc FINEX	922 179 862	1 600 843 403
Redevance d'Entretien Routier	187 825 932	200 993 809

RECAPITULATIF DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT PAR MINISTÈRE ET INSTITUTION

		LFI 2016	LFI 2017
	TOTAL GENERAL DEPENSES D'INVESTISSEMENT	5 467 372 039	4 852 843 868
01	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	800 000	0
02	PRIMATURE	20 000 000	35 000 000

03	MINISTERE DE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	30 000 000	20 000 000
04	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	314 964 136	225 605 700
05	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	7 000 000	8 782 200
06	MINISTERE DE LA JUSTICE	24 212 045	10 412 900
07	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	3 000 000	4 790 000
08	MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	1 158 455	58 687 400
09	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	282 820 172	227 949 300
10	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	1 200 000	5 312 100
11	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	380 579 593	292 575 400
12	MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	33 556 014	86 729 800
13	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	18 628 351	13 226 300
14	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 720 511 466	1 054 706 400
15	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	74 098 691	68 905 000
16	MINISTERE DU COMMERCE	12 821 160	5 202 300
17	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	3 400 000	1 000 000
18	MINISTERE DE LA SANTE	318 835 211	768 101 500
19	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	73 573 016	106 075 700
20	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	280 338 777	205 857 800

21	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	69 415 523	114 839 600
22	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 000 000	5 484 000
23	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	51 299 522	55 690 000
25	COUR SUPREME	1 500 000	1 000 000
26	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	500 000	0
30	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	25 000 000	16 912 500
31	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	16 270 975	61 008 000
32	MINISTERE DES TRANSPORTS	2 000 000	4 775 200
34	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	88 159 600	76 764 600
36	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 284 975 097	1 122 947 500
37	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	10 000 000	11 123 867
40	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	6 104 395	7 583 000
41	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	31 460 548	7 137 000
43	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	5 502 200	14 238 900
64	MINISTERE DU BUDGET	6 568 000	22 124 000
99	Prise en charge des droits et taxes (CTSS) & autres projets	202 923 254	100 275 500
	Autres dépenses d'investissement financier et transfert en capital	63 195 839	32 020 401

**VENTILATION DES DÉPENSES D'INVESTISSEMENT SUR BND PAR MINISTÈRE
ET PAR PROJET**

Se c	S sect.	Titre	Bénéficiaire	LF 2016	LFI 2017
TOTAL GENERAL PROJETS BND				2 904 002 093	2 329 653 867
PRIMATURE				20 000 000	35 000 000
02	41 106 900 100	5	Prj mutlt. Sect. Lut Ctre IST/VIH SIDA	20 000 000	23 000 000
02	51 208 900 100	5	Rénovation du Bâtiment	0	12 000 000
MINISTERE DE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE				30 000 000	20 000 000
03	52 049 900 100	5	Program, const, équipements MDN	30 000 000	20 000 000
MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION				186 810 20 0	159 800 90 0
04	52 044 300 100	5	Infras. Célébration Fêtes Indépendances(N'Nzérék oré)	0	9 235 400
04	52 177 300 100	5	Infras. Célébration Fêtes Indépendances(Mamou.)	0	10 000 000
04	52 178 300 100	5	Infrast,celebrat, indépd,fête, H,G	126 600 00 0	80 006 000
04	52 179 300 200	5	Projet village durable Banko	2 000 000	1 500 000
04	52 180 300 800	5	PACV phase 3	48 210 200	46 682 900
04	52 011 900 100	5	Programme Réalisations Décentralisées	0	1 500 000

04	52 092 900 100	5	Construction et Réhabilitation Infrastructures Boké 2012	0	8 568 000
04	52 181 900 100	5	Rénovation/Extension siège du MATD	10 000 000	2 308 600
			MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	7 000 000	8 782 200
05	52 050 900 100	5	Const. Ecole Nle Police Kafilia	7 000 000	8 782 200
			MINISTERE DE LA JUSTICE	10 000 000	7 152 000
06	51 068 900 100	5	Restauration Cours et tribunaux	0	2 005 000
06	51 183 900 100	5	Construction Siège Ministère de la Justice	10 000 000	5 147 000
			MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	3 000 000	4 790 000
07	51 113 900 100	5	Rénov. Ambas.et Chancelleries de Guinée	3 000 000	4 790 000
			MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	600 000	54 646 400
08	51 176 300 100	5	Réh. Services déconcentrés M. Plan	0	6 417 000
08	51 079 900 100	5	Etude-Evaluation Projets (DNPIP)	300 000	0
08	51 080 900 100	5	A.Tech/Suivi exécu des Projets	0	2 000 000
08	51 096 900 100	5	Rénovation Bâtiment Ministère du Plan	0	7 410 000
08	51 142 900 200	5	Population & Développement	300 000	780 000
08	51 204 900 100	5	Construction Siège l'INS	0	12 128 000

08	51 207 900 100	5	Projet d'Appui aux FDES	0	3 000 000
08	51 209 900 800	5	Fonds communs proj. C2 D	0	20 911 400
08	51 211 900 100	5	Projet d'Appui à la SRP	0	1 000 000
08	51 212 900 100	5	Projet d'Appui au BTAP	0	1 000 000
			MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	96 345 200	29 730 600
09	51 203 300 800	5	Projet de renforcement de capacité	29 894 200	0
09	51 022 900 100	5	Réhabilitation MEF	0	15 000 000
09	51 080 900 100	5	Assist. Technique & Suivi exécu des Projets	900 000	0
09	51 171 900 200	5	Projet Filets Sociaux Productifs	0	1 327 600
09	51 182 900 200	5	Constr. Complexe CR-VA (Waqf Guinée2)	64 851 000	0
09	51 196 900 200	5	PAPGEM	700 000	1 103 000
09	51 200 900 200	5	C/Complexe CR-VA (WAGF 2)	0	12 300 000
			MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	1 200 000	5 312 100
10	51 084 900 100	5	Construct Ecole Nat Administration	700 000	5 312 100
10	51 193 900 100	5	Construction siège fonction publique	500 000	0
			MINISTERE DE L'AGRICULTURE	195 637 00 0	95 522 400

11	11 121 300 800	5	Réhabilitation des pistes rurales	49 907 000	16 000 000
11	11 138 300 100	5	Aménagement de Bas-fonds	0	2 000 000
11	11 141 900 200	5	Projet Appui Développement Riz Basse Guinée	2 605 000	0
11	11 143 900 100	5	Rel. Fil. Coton---Ress. propres BND	0	25 000 000
11	11 146 900 100	5	Projet Appui à la Campagne Agricole	100 000 00 0	25 000 000
11	11 147 900 200	5	Programme National Appui Filières Agricoles (PNAFA)	495 000	1 120 000
11	11 152 900 200	5	Appui Productivité Agricole (PUAPA)	0	1 000 000
11	11 200 900 200	5	Proj tripartite amélior prod Riz/Légumes	2 000 000	1 200 000
11	11 202 900 200	5	Pg. Prod. Agr. en Afq de l'Ouest	400 000	3 862 000
11	11 203 900 100	5	réhabilitation digue de kaback	0	4 652 000
11	11 204 900 100	5	Aménagement de la plaine de Koundia	39 330 000	4 208 000
11	11 209 900 200	5	Prj Appui Secteur Agricole Guinée	500 000	0
11	11 211 900 100	5	Const. Siège Chambre Nle Agriculture	0	1 950 000
11	11 226 900 200	5	Lutte contre Chenilles Urticantes	400 000	0
11	11 227 900 200	5	Lutte Contre Chenille Urticantes	0	500 000
11	11 228 900 200	5	PDRI/Ext. Dév. Horticulture et Forage	0	1 500 000
11	11 229 900 200	5	Appui Secteur Agricole en Guinée	0	1 500 000

11	11 231 900 200	5	Etd/Appui Transformation Ag/Guinée	0	596 400
11	11 232 900 100	5	Réhabilitation Digue Kakossa	0	5 434 000
			MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	2 000 000	3 700 000
12	13 041 900 200	5	Développement pisciculture Guinée Forestière	0	500 000
12	13 058 900 200	5	Protection Courant des Canaries	0	1 000 000
12	13 061 900 200	5	Proj régional Pêche Afriq Ouest	2 000 000	1 000 000
12	13 063 900 200	5	Amg. 2 Points Débarqmt. (Téménétaye-Bonfi)	0	1 200 000
			MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	12 500 000	6 185 000
13	21 095 900 100	5	Rénovation et Extension du CPDM	400 000	1 301 000
13	21 099 900 100	5	Réh. Infrast. Base Géologique de Pita	2 000 000	1 000 000
13	21 100 900 100	5	Prog Cartogr Hydro- Géo(Gaoual-Télé-mélé)	2 000 000	2 100 000
13	21 105 900 200	5	Appui Gouvernance Secteur Minier	400 000	400 000
13	21 113 900 100	5	Rénovation et extension de la DN/Mines	2 700 000	1 384 000
13	21 114 900 100	5	Rénov. Extens. Siège Min. Mines	5 000 000	0
			MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 328 457 139	705 638 60 0
14	32 168 200 100	5	Progr, bitumage voiries urbaines Conakry	0	15 484 000
14	32 155 300 100	5	Route Mamou-Dabola- Kouroussa	232 496 70 0	2 000 000

14	32 157 300 100	5	Voi.coya.Forek---Ress. propres BND	20 305 700	5 405 000
14	32 170 300 100	5	Cont. Réh. Rtes Préfect et Communautaire	42 022 800	17 000 000
14	32 172 300 100	5	Program Bitumage Voiries région administ Mamou	17 300 000	5 074 000
14	32 174 300 100	5	C/ 2x2 Voirie Dabom- PK 36	40 952 100	14 071 000
14	32 175 300 100	5	C/2x2 voies PK 36 - Coyah	268 898 53 9	100 013 30 0
14	32 177 300 200	5	Remplacement 2 Bacs (Kérouané et Koussi)	800 000	0
14	32 178 300 100	5	Pont de Diamanda (kérouané - kankan)	935 000	384 000
14	32 179 300 100	5	Construction Route Mamou – Faranah	0	18 953 000
14	32 182 300 100	5	Réhabilitation Route Siguiri-Nafadji	14 943 000	6 613 400
14	32 183 300 100	5	const. Ouvr/Voiries Urb Guékédougou	47 407 300	2 400 100
14	32 190 300 100	5	Constr et Bitumage Route de BARO	10 981 500	0
14	32 194 300 100	5	Construction/Bit Route Kankan-Mandiana	100 000 00 0	76 368 300
14	32 100 900 100	5	Route 2x2 Tombo Gbessia	3 220 000	0
14	32 102 900 200	5	Route Labé-Madina- Gounasse	100 000 00 0	50 000 000
14	32 152 900 100	5	Relance.tvx.tranv.T5- sud/bretel.Anta-Sonfia	8 861 800	0
14	32 195 900 100	5	Const et bitum Route Kankan Kissidougou	800 000	346 770 50 0
14	32 195 900 100	5	Const Bitum route Kankan-Kissidougou- Ens.N.V.-Ress. propres B	308 800 00 0	0

14	32 196 900 100	5	Const T7/T11	94 732 700	0
14	32 198 900 100	5	Renf. Talus des Echangeurs Auto route	15 000 000	4 000 000
14	32 200 900 200	5	Etd/Ech Corch N (Hamd- Cosa-Enco5)	0	2 000 000
14	32 205 900 100	5	Const. Bitumage Siguri- Tintigna	0	8 000 000
14	32 207 900 100	5	Réh. Route Coyah- Mamou	0	25 000 000
14	32 208 900 200	5	PK53 Guékédou- Kondébadou	0	3 000 000
14	32 209 900 200	5	Route Dabola - Kouroussa II	0	3 102 000
			MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	36 793 000	40 799 000
15	31 075 900 100	5	Désenclavement/Assainiss ement de quartiers	0	1 500 000
15	31 080 900 100	5	Assainissement Quartier Moussodougou	0	4 900 000
15	31 080 900 200	5	Assainissement Moussoudougou	7 239 000	0
15	31 091 900 100	5	Réalisation Infrastructures à Kouroukoro	700 000	1 228 000
15	31 093 900 100	5	Reconstruction Grand Palais des Nations	26 354 000	30 594 000
15	31 094 900 100	5	Aménag. Communes rurales de Baro-Koumana	2 500 000	2 577 000
			MINISTERE DU COMMERCE	4 337 800	1 884 000
16	22 071 300 800	5	Proj relance filières arachides, palmier huile et hévéa	1 696 800	0
16	22 058 900 100	5	Rénov Extension Laboratoire National de Matoto	0	450 000

16	22 065 900 200	5	Ap Mise en Oeuvre Cadre Intégré Renforcé	366 000	434 000
16	22 069 900 200	5	Proj. Développement	2 275 000	1 000 000
			MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	3 400 000	1 000 000
17	26 012 900 100	5	Réhabilitation Citée Niger Faranah	2 500 000	0
17	26 013 900 100	5	Const. Campement Site Touristq BARO	0	1 000 000
17	26 014 900 100	5	Construction et Equipement du Centre Pilote Artisanal de Conakry	900 000	0
			MINISTERE DE LA SANTE	164 619 00 0	256 965 60 0
18	41 022 300 100	5	Prg. Elar. Vacc /SSP/Ctr Sté (Infr Sanit de Base)	0	24 000 000
18	41 080 900 100	5	Projet de Reconstruction du système sanitaire	121 455 00 0	131 500 00 0
18	41 120 900 100	5	Construction Siège Medecine du Travail	0	2 296 000
18	41 121 900 200	5	Réh. Ext. Equip. Hôpital Donka	31 784 000	37 432 000
18	41 122 900 100	5	Construction Siège Projet Ulcère-Bruli	0	681 000
18	41 144 900 100	5	Const 5 centres Santé Ckry /regions naturelles	7 300 000	736 000
18	41 152 900 100	5	Etd et Infrast. Sanitaires et Hospitalières	0	11 827 000
18	41 199 900 100	5	Rénovation ext du centre de traitement THA forecariah	4 080 000	1 522 000
18	41 200 900 100	5	Reh.Hop.Dab-Ens.N.V.-- Ress. propres BND	0	3 580 600

18	41 201 900 100	5	Réh.Cnt.hemDia-Ens.N.V.- -Ress. propres BND	0	718 000
18	41 212 900 200	5	Renf. Système Santé Post- Ebola	0	42 673 000
			MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	13 381 000	22 244 200
19	41 092 900 100	5	Progr.réhabilit/constructio n des CAAF	4 000 000	5 000 000
19	41 118 900 200	5	Appui Renf. Cap.Instit. Féminines	500 000	1 000 000
19	41 125 900 100	5	Construct. centre national d'orthopédie Donka	0	6 744 200
19	41 148 900 200	5	Rép. Viol. Basées sur Genre/Mutul. GF Excision	500 000	1 000 000
19	41 149 900 200	5	Appui promotion du genre	500 000	1 000 000
19	41 177 900 100	5	Institut Jeunes Aveugles KKAN	3 865 000	0
19	41 190 900 200	5	Système de Protection des Enfants	1 000 000	2 000 000
19	41 192 900 100	5	Construction Complexes pré scolaire de Boffa	0	1 000 000
19	41 196 900 100	5	Rénovations des Centres D'encadr. Comm	0	1 000 000
19	41 205 900 100	5	Programme d'appui aux familles impactées par Ebola	1 256 000	0
19	41 205 900 200	5	Prog. National pour Accélération Abandon Mutilation Génitales Féminines/Excision	0	1 500 000
19	41 209 900 200	5	Appui élaboration Politiq Nat. Protection civile	1 760 000	0

19	41 210 900 200	5	Rel.Sociale Post-Ebola (PERSIF)	0	2 000 000
			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	61 507 000	55 710 800
20	42 180 300 800	5	Réhab.Equip. Ecoles Sinistrées	2 081 000	0
20	42 190 300 800	5	Fonds commun Education de Base	49 907 000	30 074 800
20	42 108 900 100	5	Réhab\Const Equipeme nt Salles Classes Elémentaires	0	8 000 000
20	42 119 900 100	5	Construction et Rénovation IRE/DPE	0	4 600 000
20	42 181 900 200	5	Prog Appui Secteur Enseignement Primaire	4 236 000	3 902 000
20	42 183 900 200	5	Construction/Equipement s 50 Collèges Ruraux	5 283 000	1 500 000
20	42 188 900 100	5	Réh. Eq. Salles-Classes/ Secdr	0	7 634 000
			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	25 301 000	81 589 600
21	42 117 300 800	5	Program de réhab. des CFP	19 962 800	0
21	42 192 300 800	5	PAFISAM	0	64 149 600
21	42 117 900 100	5	Réhabilitation des Centres de Formation Professionnelle(CFP)	0	7 442 000
21	42 150 900 200	5	Projet de Construction des ERAM	5 338 200	3 000 000

21	42 151 900 100	5	Construction Inspection Générale du Travail	0	3 498 000
21	42 191 900 100	5	Const/ Maison de l'Emploi	0	3 500 000
			MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 000 000	5 484 000
22	51 165 900 100	5	Const. Bât siège AGP/DINAM/Horoya	500 000	2 484 000
22	51 180 900 100	5	Réh/Eq des 4 stations radios rurales régionales	500 000	0
22	51 203 900 100	5	Renf. Sites Diffusion RTG	0	3 000 000
			MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	800 000	9 993 000
23	43 073 900 100	5	Construction Maisons des Jeunes	0	5 000 000
23	43 102 900 200	5	Sensibilisation Jeunes à la Santé Sexuelle et reproductive	300 000	300 000
23	43 123 900 100	5	Projet Pilote Pavage des Rues	0	4 000 000
23	43 124 900 200	5	Booster Comp. Empltyté Jeunes	0	693 000
23	43 125 900 200	5	Booster employabilité des jeunes	500 000	0
			COUR SUPREME	1 500 000	1 000 000
25	51 201 900 100	5	Rénovation/Extension Cour Suprême	1 500 000	1 000 000
			HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	500 000	0
26	51 159 900 100	5	Projet d'extens.de l'annexe du CNC	500 000	0
			SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	25 000 000	16 912 500

30	51 097 300 100	5	Const. Mosqué- Déconc.int-Ress.propres BND	15 000 000	10 000 000
30	51 148 900 100	5	Contruction/Rénov Archevechés et Eglises	10 000 000	6 912 500
			MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	1 600 000	11 129 400
31	14 133 900 200	5	Renf. Résilience Adaptation Climatique	0	3 000 000
31	21 107 900 200	5	Mise en Œuvre Convention Stockholm	500 000	900 000
31	21 108 900 200	5	Projet Régional Polychloro Biphényl	500 000	885 000
31	21 110 900 100	5	Prog Pilotes environnemental latrines publiques	0	1 172 000
31	21 112 900 100	5	Rénov.et Extent. Min. Environnement	0	5 172 400
31	21 121 900 200	5	Mise en Œuvre Conv. Montréal	600 000	0
			MINISTERE DES TRANSPORTS	2 000 000	4 775 200
32	33 074 900 100	5	Réhabilitation Infrastructures Météorologiques	0	1 687 200
32	33 113 900 100	5	Réhabilitation Aérodrome Nzérékoré	2 000 000	3 088 000
			MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	32 880 000	30 485 000
34	42 008 900 100	5	Réhabilit. et Equip. des Universités	7 000 000	14 200 000
34	42 123 900 100	5	Centres Universitaires Régionaux	17 932 000	10 000 000

34	42 175 900 100	5	Programme d'Appui à ISAV/VGEde Faranah	2 948 000	6 285 000
34	42 189 900 100	5	Trav constr, réhab et équip infras UGANC	5 000 000	0
			MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	403 205 30 0	495 191 10 0
36	14 110 900 200	5	Prog. Rég. Amén. Intégré Massif Fouta Djallon	800 000	600 000
36	14 120 900 200	5	Init. AEP et Assmt Milieu Rural	0	2 336 000
36	14 121 900 200	5	Etde eau Assain---	4 800 000	0
36	14 131 900 200	5	prog.Acc.Ac.Eau---	0	3 878 700
36	14 134 900 200	5	Etd/Pla Direct. AEP/Asmt Lit. guinéen	0	346 300
36	14 135 900 200	5	Hydr. Villageoise N'zé- Lola-Yomou	0	1 410 000
36	14 137 900 100	5	Pjet hydrauliq Villag dans les préfet de nzérékoré, Lola ,,,,	10 167 000	0
36	23 019 900 200	5	Alimentation en Eau Potable des 7 villes(Télimélé et Boké)	2 100 000	0
36	23 042 900 200	5	Renforcement Système AEP de Conakry	20 000 000	3 000 000
36	23 055 900 200	5	4ième Projet Eau de Conakry (1ère phase)	10 000 000	15 000 000
36	23 056 900 200	5	AEP 5 Villes(Goual, Tg, Lél, Lola et Yom)	5 927 000	4 927 000
36	23 058 900 100	5	Prg. Eau pour Tous (dédommagement)	0	3 965 000
36	23 061 900 100	5	A E P Ville Siguiri	89 936 900	18 335 000
36	24 065 900 200	5	Etude Projet Fomi	3 350 000	9 400 000

36	24 079 900 200	5	Réhabilit.Extens.Reseau Elect. Conakry	12 300 000	3 500 000
36	24 088 900 200	5	Etude Interconnexion Guinée – Mali	0	500 000
36	24 095 900 200	5	Cons.Bar.kaleta--- Contrib.natio.BNDFix	30 872 000	0
36	24 099 900 200	5	Réha.Extens.Reseau Capitales Régionales II	5 600 000	0
36	24 101 900 200	5	Electrification Rurale	20 000 000	10 300 000
36	24 111 900 200	5	Projet Contrat Services PPP EDG	400 000	0
36	24 114 900 200	5	Elect. Rural (CI, Lib....SL, Guinée)	0	2 500 000
36	24 116 900 100	5	Ftures/Inst 30 000 Lampadaires	166 486 40 0	363 416 60 0
36	24 124 900 200	5	Réhabilitation Kaloum III/V et Autres	0	9 258 000
36	24 127 900 100	5	Projetla d'alimentation en eau potable rurale de Haute Guinée	0	8 684 000
36	25 018 900 200	5	Prg.Gest Int.Res.Eau. Usages Mult. Fleuve Sénégal	8 716 000	1 500 000
36	25 019 900 200	5	Gest. Durable ress. Eau Bassin Niger	300 000	500 000
36	25 021 900 200	5	Gest. Intégr. Ress. en Eau de Guinée	650 000	0
36	25 023 900 100	5	Rénovation, Extension Siège Min. Energie	0	5 150 500
36	25 025 900 200	5	PGIRE-GUINEE--	0	700 000
36	25 027 900 200	5	Am.Hydroélect. Sambagalou (OMVG)	10 000 000	25 000 000
36	25 028 900 200	5	P. Intég Dév Adaptation Chang. Climatq	500 000	0

36	25 029 900 200	5	Petites hydrauliques en Guinée	300 000	484 000
36	25 030 900 200	5	Appui Dév. Durabl. Delta Int. Niger	0	500 000
			MINISTERE DES POSTES, DES TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	10 000 000	11 123 867
37	34 087 900 100	5	Protect Centre émetteurs N'zérékoré/Sonfonia	308 458	0
37	34 097 900 100	5	Etd. Couverture Nle Emetteur Radio et TV	0	1 210 000
37	34 098 900 100	5	Extension Fibre Optique (Backbon)	9 691 542	7 913 867
37	34 101 900 100	5	Projet Supervision Trav. Fibre Optique	0	2 000 000
			MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	1 700 000	7 583 000
40	12 019 900 200	5	Gestion Bétail Ruminant Endémique	1 200 000	0
40	12 021 900 100	5	Construction d'un abattoir et des boucheries	0	5 522 000
40	12 023 900 200	5	Elaborat Progr. National Dév. Product. Animale	500 000	0
40	12 034 900 100	5	Achvmt. Centre lutte Trypanosomiase	0	2 061 000
			MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	5 935 000	2 885 000
41	22 045 900 100	5	Construct.Equipemt Laboratoire de métrologie	5 935 000	2 885 000

			MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	5 502 200	14 238 900
43	43 103 900 100	5	Amenagmt espace multi sport-multi discip	800 000	4 399 000
43	43 112 900 100	5	Restauration et exten bibliothèque Tamsir Nyang	902 200	0
43	43 113 900 100	5	Etde et Const Siège Ministère de la Culture	0	1 000 000
43	43 115 900 100	5	Rénovation Bibliothèque Nationale	3 800 000	3 009 000
43	43 116 900 100	5	Cont. Eqmt/Complexe Sosso Balla	0	542 000
43	43 117 900 100	5	Construction des CLAC	0	405 900
43	43 204 900 100	5	Trvx de Rénv Partielle et Urgente du Stade du 28 Sept	0	4 883 000
			MINISTERE DU BUDGET	6 568 000	22 124 000
64	51 168 900 100	5	Etd/Cont Ecole Nationale des Douanes	0	9 000 000
64	51 169 900 100	5	Const et Rénov Bureaux Frontaliers des Douanes	2 068 000	0
64	51 181 900 100	5	Etud/Const. Siège Min. Délégué du Budget	4 500 000	5 124 000
64	51 205 900 100	5	Construction DR des Impôts	0	4 000 000
64	51 206 900 100	5	Construction DR des Douanes	0	4 000 000
			DEPENSES COMMUNES	202 923 25 4	100 275 50 0
99	99 000 900 200	5	Ens. secteurs-Ens.N.V.- - Contrib.natio.BND	202 923 25 4	100 275 50 0

VENTILATION DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT SUR FINEX PAR MINISTÈRE ET PAR PROJET

Section		LF 2016	LFI 2017
	TOTAL GENERAL PROJETS	2 432 494 178	2 444 890 000
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	128 153 9 36	65 804 80 0
04	Infras. Célébration Fêtes Indépendances(N'Nzérékoré)	25 132 23 2	0
04	Construction et Réhabilitation Infrastructures Boké 2012	7 863 755	0
04	Infras. Célébration Fêtes Indépendances(Mamou.)	66 588 38 5	0
04	Projet village durable Banko	26 039 30 7	7 695 000
04	P A C V Phase III	0	58 109 80 0
04	Rénovation/Extension siège du MATD	2 530 255	0
	MINISTERE DE LA JUSTICE	14 212 04 5	3 260 900
06	C/Siège Ministère de la Justice	5 532 385	0
06	Et/Const. Prison Yorokoguia (Dbrka)	8 679 660	0
06	Projet d'Ap. Reforme Judiciaire	0	3 260 900
	MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	600 000	4 041 000
08	Population & Développement	600 000	4 041 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	186 474 9 72	198 218 7 00
09	Projet Filets Sociaux Productifs	54 380 51 5	20 683 70 0
09	Constr.Complexe CR-VA (Waqf Guinée2)	96 580 65 1	0

09	PAPGEM	35 513 80 6	17 953 80 0
09	C/Complexe CR-VA (WAGF 2)	0	159 581 2 00
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	184 942 5 93	197 053 0 00
11	Aménagement des bas fonds	1 874 463	0
11	Projet de Développement Riz en Basse Guinée	1 874 463	5 345 800
11	Projet. Dévelopmt Filière Coton	38 843 22 5	0
11	Progr. Nat. d'Ap Filière Agricole	115 031 4 36	56 339 00 0
11	Ap.Product. Agricole (PUAPA 2)	0	4 250 000
11	Prj Tripartite Améliorat. Product .Riz / légume	8 323 548	3 877 100
11	Pg. Prod. Agr. en Afq de l'Ouest	4 941 968	6 746 000
11	Etd/Fruit-légumes Mamou-Kindia Phse 2	2 083 118	0
11	Prj Appui Secteur Agricole Guinée	9 843 983	0
11	Plan Nat d'Invest. Ag. Sécur. Aliment	2 126 389	0
11	Lutte Contre Chenille Urticantes	0	1 126 000
11	PDRI/Ext. Dév. Horticulture et Forage	0	5 224 100
11	Appui Secteur Agricole en Guinée	0	67 862 00 0
11	Etd/Appui Transformation Ag/Guinée	0	27 808 00 0
11	Dév. Intégré Gaoual-Koundara	0	18 475 00 0
	MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	31 556 01 4	83 029 80 0
12	Développement pisciculture Guinée Forestière	1 413 893	10 376 00 0
	Protection Courant des Canaries	886 735	6 149 000
	Proj régional Pêche Afriq Ouest	29 255 38 5	39 700 00 0

	Aménag. Port Pêche Art. KAPORO	0	23 000 00 0
	Amg. 2 Points Débarqmt. (Téménétaye-Bonfi)	0	3 804 800
	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	12 500 00 0	7 041 300
13	Appui Gouvernance Secteur Minier	12 500 00 0	7 041 300
	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	392 854 3 27	349 067 8 00
14	Prog.Bit. Voir. rég. Ad. Mamou	5 549 032	0
14	Route Labé-Madina-Gounasse	184 789 2 62	89 307 80 0
14	Etd/Const. Rte Labé-Madina-Gounas	44 392 25 7	0
14	Prog Bitumage Voiries Urbaines Ckry1	49 571 39 1	0
14	Réh. Rte Kissi-Guékédou-Kondébadou	34 958 90 2	0
14	Remplacement 2 bacs Kérouané et Koussi	33 640 45 2	0
14	Etd Echang. Cornch Nord(bambéto, cosa..)	39 953 03 1	0
14	Etd/Ech Corch N (Hamd-Cosa-Enco5)	0	23 099 00 0
14	PK53 Guékédou- Kondébadou	0	38 046 00 0
14	Route Dabola - Kouroussa II	0	198 615 0 00
	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	37 305 69 1	28 106 00 0
15	Assainissement Moussoudougou	37 305 69 1	0
15	Assmt 4 Capitales/Rég et Ckry	0	28 106 00 0

	MINISTERE DU COMMERCE	8 483 360	3 318 300
16	Ap Mise en Oeuvre Cadre Intégré Renforcé	2 330 593	2 723 000
16	Pr. Dév. Filière Mangué Guinée	6 152 767	595 300
	MINISTERE DE LA SANTE	154 216 211	511 135 900
18	Projet Reconstruction système de Santé	32 015 696	0
18	Réh. Ext. Equip. Hôpital Donka	86 797 690	0
18	Réh. Ext. Equip. Hôpital Donka	0	332 959 700
18	Projet SS Prim. (Labé-Mamou-Faranah)	35 402 825	0
18	Renf. Système Santé Post-Ebola	0	170 692 200
18	Création Institut Pasteur Guinée	0	7 484 000
	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	60 192 016	83 831 500
19	Appui Renf. Cap.Instit. Féminines	1 751 275	5 583 300
19	Rép. Viol. Basées sur Genre/Mutul. GF Exision	1 387 258	7 361 100
19	Appui promotion du genre	1 498 239	2 978 000
19	Système de Protection des Enfants	36 538 157	8 357 100
19	Accélération abandon MGF/E en Guinée	13 470 164	1 350 000
19	Appui élaboration Politiq Nat. Protection civile	5 546 923	0
19	Rel. Sociale Post-Ebola (PERSIF)	0	42 812 000
19	Renf. Cap. Jeunes/Fem. Zones Ebola	0	15 390 000
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	218 831 777	150 147 000

20	Prog Appui Secteur Enseignement Primaire	76 785 37 3	50 642 00 0
20	Construction/Equipements Collèges Ruraux	80 012 66 4	53 609 00 0
20	Fonds commun Education de Base	62 033 74 0	45 896 00 0
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	25 301 00 0	33 250 00 0
21	Projet de Construction des ERAM	25 301 00 0	33 250 00 0
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	50 499 52 2	45 697 00 0
23	Sensibilisation Jeunes à la Santé Sexuelle et reproductive	1 498 239	1 544 000
23	Booster Comp. Empltyté Jeunes	0	44 153 00 0
23	Booster employabilité des jeunes	49 001 28 3	0
	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	14 670 97 5	49 878 60 0
31	Mise en Œuvre Convention Stockholm	831 134	0
31	Renf. Résilience Adaptation Climatique	4 217 264	40 395 20 0
31	Conservat.Chimpanzés (Niamala/H. Niger)	1 462 170	0
31	Mise en Œuvre Conv. Stockholm	0	6 041 300
31	Projet Régional PCB	3 964 229	3 442 100
31	Mise en Œuvre Conv. Motréal	4 196 178	0
	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	881 769 7 97	627 756 4 00
36	Renf. Système AEP de Conakry	6 980 682	0
36	Réhabilit. Extens. Réseau Electrique Conakry II	6 658 839	33 153 20 0

36	Const.Barrage Kaléta et Avenant 1	19 976 516	0
36	Projet Electrification Rurale	11 652 967	18 017 300
36	Prog. Rég. Amén. Intégré Massif Fouta Djallon	3 329 419	5 124 800
36	Init. AEP et Assmt Milieu Rural	0	46 654 000
36	Prog Approv. Eau et Assm. Boké-Téléme	6 477 298	0
36	Appui Services Publics Eau	0	45 347 000
36	Prog Accélérat. Accès Eau/Tous	3 329 419	23 747 600
36	Etd/Pla Direct. AEP/Asmt Lit. guinéen	0	3 462 700
36	Hydr. Villageoise N'zé-Lola-Yomou	0	15 390 000
36	Init. AEP et Assmt Milieu Rural	2 824 790	0
36	Prg Ap Serv. Pc Eau Milieu R/sémi Urbain	17 248 121	0
36	Aprov. Eau et Assmt Région Mamou	0	8 500 000
36	Création Forages Milieu rural	0	80 520 000
36	Init. AEP et Assmt Milieu Rural	0	14 514 400
36	AEP des 7 Villes (Télémté, Boké)	2 095 945	0
36	Renforcement Système AEP de Conakry	43 161 337	7 549 000
36	4ième Projet Eau de Conakry (1ère phase)	0	103 400 000
36	4ième Pj Eau de Ckry (1ère phase)	276 231 412	0
36	AEP des 5 Villes (Goual, Tg, Lél, Lola et Yom)	0	22 513 000
36	AEP 5 Villes (Goual, Tg.... Yom)	7 461 229	0

36	Etude Projet Fomi	59 787 93 6	26 359 00 0
36	Réha.Extens. Réseau tectr. Ckry	69 437 28 3	24 642 50 0
36	Etude Interconnexion Guinée - Mali	3 037 066	0
36	Etude Interconnexion Guinée - Mali	0	385 000
36	Construction Barrage Kaléta	30 379 13 7	0
36	Réha.Extens.Reseau Capitales Régionales II	43 161 33 7	0
36	Réha.Exts.Res. Capit. Régionales II	0	8 478 500
36	Intercon. Côte d'Ivoire-Libéria-Siéra-Guinée	59 671 38 8	0
36	Electrification Rurale	43 229 81 7	0
36	Contrat Service PPP	1 086 996	0
36	Elect. Rural (CI, Lib....SL, Guinée)	43 398 84 5	0
36	Elect. Rural (CI, Lib....SL, Guinée)	0	14 328 10 0
36	Réhabilitation Kaloum III/V et Autres	0	67 030 00 0
36	Projet AITF Guinée	0	10 691 60 0
36	Projet FERC Energie Guinée	0	8 599 100
36	Prg.Gest Int.Res.Eau. Usages Mult. Fleuve Sénégal	59 787 49 2	0
36	Gestion durable ressources Eau Bassin Niger	3 236 196	6 817 800
36	Gest. Intégr. Ress. en Eau de Guinée	10 338 95 7	0
36	Gest. Intégr. Ress. en Eau de Guinée	0	1 200 000
36	Am.Hydroélect. Sambagalou (OMVG)	0	17 956 80 0

36	Am.Hydroélect. Sambagalou (OMVG)	41 907 400	0
36	P. Intég Dév Adaptation Chang. Climatiq	3 107 458	0
36	Petites hydrauliques en Guinée	2 774 516	12 624 000
36	Appui Dév. Durabl. Delta Int. Niger	0	751 000
	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	4 404 395	0
40	Gestion Bétail Ruminant Endémique	2 717 489	0
40	Projet d'Appui à l'Apiculture	1 686 906	0
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	25 525 548	4 252 000
41	Construction Centre Appui PME	25 525 548	4 252 000

CUMUL DES DÉPENSES DE L'ENSEMBLE DES MINISTÈRES & INSTITUTIONS

Tit.	Art		LFI 2016	LFI 2017
		ENSEMBLE INSTITUTIONS & MINISTÈRES	12 583 872 421	14 259 143 937
		p.mem. TOTAL DEPENSES YC. FINEX	15 028 766 928	16 704 033 937
		I. VENTILATION PAR NATURE ET LOCALISATION		
1		T1 . INTERETS DE LA DETTE	987 156 357	1 156 098 932
1		Intérêts bailleurs intérieurs	663 387 337	749 700 000
1	10	Intérêts avances permanentes	0	0
1	20	Intérêts découvert except. cc. Trésor	349 920 670	349 920 670
1	30	Intérêts bons du Trésor Bq primaires	0	0
1	40	Intérêts titres vifs	313 466 667	399 779 330
1	50	Intérêts de la dette restructurée	0	0
1	60	Intérêts titres vifs	0	0

1		Intérêts bailleurs extérieurs hors PTE	323 769 021	406 398 933
1	10	Intérêts CdP rééchelonnés ou annulés	0	0
1	20	Intérêts CdP non rééchelonnables	9 767 549	12 260 894
1	25	Intérêts CdP suspendus	0	0
1	30	Intérêts Organisations internationales	47 584 241	64 118 967
1	35	Intérêts Organisations internationales réaménagés	0	0
1	40	Intérêts Fonds arabes	22 145 349	22 296 453
1	45	Intérêts Fonds arabes réaménagés	0	0
1	50	Intérêts Fournisseurs étrangers	0	3 416 689
1	55	Intérêts Fournisseurs étrangers réaménagés	0	0
1	60	Intérêts bilatéraux hors CdP non rééchelonnables	244 271 881	295 487 170
1	65	Intérêts bilatéraux hors CdP rééchelonnés ou annulés	0	8 818 760
1		Intérêts différés bailleurs extérieurs	0	0
1		Intérêts avalisés bailleurs extérieurs	0	0
1		Intérêts PTE bailleurs extérieurs	0	0
1	20	Intérêts PTE CdP non rééchelonnables	0	0
1	30	Intérêts PTE Organisations internationales	0	0
1	40	Intérêts PTE Fonds arabes	0	0
1		Intérêts IADM bailleurs extérieurs	0	0
1	30	Intérêts IADM Organisations internationales	0	0
2		T2. PERSONNEL / TRAITEMENTS & SALAIRES	3 273 000 000	3 600 451 016
2		dont initiative PTE	0	0
		dont secteurs prioritaires	1 745 676 796	1 895 167 024

		dont Défense	541 327 859	600 604 335
		dont autres institutions et ministères	985 995 345	1 104 679 657
2		Services centraux	1 275 232 802	1 459 329 187
2		Conakry Services déconcentrés	260 134 751	288 020 176
2		Intérieur Services déconcentrés	1 096 069 910	1 169 862 499
2		Etranger (pour Aff.étrangères)	53 040 847	59 370 495
2		Non ventilé (pour Défense Dep.com.)	588 521 690	623 868 660
2		Rem. Fonctionnaires	2 317 889 643	2 531 233 034
2		Services centraux	1 020 104 768	1 176 713 409
2		Conakry Services déconcentrés	222 875 887	247 009 556
2		Intérieur Services déconcentrés	1 024 925 449	1 093 718 781
2	10	Salaires fonct.	1 658 324 344	1 724 808 140
2	20	Primes fonct.	210 612 159	275 777 922
2	30	Indemnités fonct.	446 085 885	438 853 762
2	40	Allocations familiales fonc.	2 216 556	9 032 688
2		Rem. Militaires (pour Défense)	535 303 651	595 910 376
2	10	Salaires Militaires	398 344 397	407 878 827
2	20	Primes Militaires	57 494 894	63 104 940
2	30	Indemnités Militaires	78 953 474	79 093 860
2	40	Allocations familiales Militaires	510 886	512 880
2		Rem. Ambassades (pour Aff. étrangères)	53 040 847	59 370 495
2	00	Rémunération Ambassades	53 040 847	59 370 495
2		Rem. Contract. Temporaires	115 586 179	128 446 461
2	10	Salaires CT	115 586 179	128 446 461
2	20	Primes CT	0	0
2	30	Indemnités CT	0	0
2		Rem. Particulières (h.projets)	251 179 681	285 490 650
2		Services centraux	165 475 236	178 292 315
2		Conakry Services déconcentrés	37 258 864	41 010 619

2		Intérieur Services déconcentrés	47 078 081	52 077 338
2	13	Salaires experts contractuels	52 075 115	54 922 568
2	14	Salaires élèves-maîtres	0	0
2	15	Vacation des extra muros hors PPTÉ	11 691 142	12 887 229
2	15	Vacation des extra muros PPTÉ	0	0
2	25	Primes PPTÉ Maîtres contractuels	0	0
2	26	Primes PPTÉ Agents Aff. Sociales	0	0
2	27	Per diem supervisions PPTÉ & déconcentration	0	0
2	29	Indemnités de représentation	1 932 315	2 107 980
2	33	Indemnités des Maires et Présidents CRD	604 450	659 400
2	34	Indemnités d'examen	94 544 917	101 811 839
2	35	Indemnités de session	1 145 035	2 435 370
2	36	Rémunération des institutions républicaines	83 036 452	93 618 355
2	90	Autres rémunérations particulières	0	0
3		T3. FONCTIONNEMENT / BIENS ET SERVICES	2 632 255 296	3 009 626 834
3		dont initiative PPTÉ	0	0
		dont secteurs prioritaires	623 475 369	677 465 305
		dont Défense	657 289 889	721 373 468
		dont autres institutions et ministères	1 351 490 038	1 610 788 061
3		Services centraux	727 797 983	692 993 529
3		Conakry Services déconcentrés	69 599 349	155 727 765
3		Intérieur Services déconcentrés	130 685 597	224 122 930
3		Etranger (pour Aff. étrangères)	134 580 571	149 974 379
3		Ensemble Non ventilé	1 569 591 796	1 786 808 231
3		Fournitures et biens courants	220 336 301	272 974 794
3		Services centraux	65 317 028	103 955 568

3		Conakry Services déconcentrés	9 775 249	16 462 572
3		Intérieur Services déconcentrés	17 441 517	21 632 983
3		Ensemble Non ventilé	127 802 507	130 923 670
3	11	Pré-imprimés	24 802 832	37 111 254
3	12	Documentation	1 218 469	2 022 790
3	20	Matériel informatique	9 570	11 000
3	21	Fournitures petits matériels bureau	12 558 825	17 771 199
3	22	Fournitures Informatiques	11 027 638	14 822 406
3	31	Carburant Véhicule	154 511 797	180 301 317
3	32	Autre carburant lubrifiant nra	2 962 359	5 093 532
3	33	Combustible groupe électrogène	9 765 872	12 128 084
3	39	Autre carburant & pdts pétrolier	3 000 000	3 000 000
3	40	Autres matériel technique	1 608	4 200
3	41	Petit outillage fournitures d'atelier	129 939	214 082
3	42	Produits pet.matériel Nettoyage	100 891	158 360
3	90	Autres produits fournitures	246 500	336 571
3		Fournitures et biens spécifiques	637 892 407	798 915 895
3		Services centraux	22 013 939	25 116 682
3		Conakry Services déconcentrés	51 420 522	94 554 386
3		Intérieur Services déconcentrés	80 414 580	134 400 301
3		Ensemble Non ventilé	484 043 366	544 844 526
3	11	Produits alimentaires agents FP	448 213 435	511 429 420
3	12	Produits alimentaires ménages hors FP	10 759 660	12 650 475
3	20	Habits uniformes	48 598	59 114
3	21	Habits uniformes agents FP	41 558 896	42 370 736
3	22	Habits uniformes ménages hors FP	57 137	130 267
3	31	Fournitures scolaires	39 343 634	23 907 155

3	32	Matériel pédagogique	29 149 306	27 265 994
3	39	Autres Produits spécifiques éducation	5 033 629	5 239 545
3	41	Produits pharmaceutiques	32 297 433	136 685 285
3	42	Vaccins	13 333 523	20 753 829
3	49	Autres consommables médicaux	9 647 228	11 416 535
3	51	Pdts spéc. Agriculture	1 136 898	1 097 948
3	52	Produits vétérinaires	244 922	247 522
3	61	p mem Produits spécifiques TP	0	0
3	90	Autres Produits spécifiques	2 793 915	2 662 070
3		Prestations diverses	156 399 023	224 538 814
3		Services centraux	103 867 046	121 141 741
3		Conakry Services déconcentrés	2 515 911	2 501 067
3		Intérieur Services déconcentrés	4 359 472	4 837 659
3		Ensemble Non ventilé	45 656 594	96 058 347
3	11	Loyer bureaux bât.adm	21 451 940	30 953 948
3	12	Loyer habitation agents FP	212 636	529 091
3	13	Loyer habitat. Ménages hors FP	0	0
3	14	Hôtel Hébergement agents FP	520 863	580 336
3	15	Hôtel Hébergement mén. hors FP	40 674 372	76 085 982
3	21	Réunion, séminaire, conf.	10 915 383	17 376 741
3	22	Stage et formation	23 091 714	34 682 965
3	30	Remb. frais médicaux	0	0
3	31	Remb. frais médicaux agents FP	3 335 263	0
3	32	Remb. frais médicaux mén.non FP	271 189	708 573
3	35	Evacuation sanitaire	8 469 134	7 000 000
3	41	Frais de transit et manutention	1 996 096	3 937 200
3	42	Frais postaux (yc valise diplomatique)	70 470	50 220
3	43	Impression-publicité-documentation	5 656 508	6 276 065

3	55	Nettoyage de locaux	7 226 063	10 331 533
3	61	Assistance tech.-expertise-audit	8 421 406	5 655 279
3	62	Frais de justice et honoraires	2 024 198	2 211 520
3	69	Autres prest. Techniques	994 036	542 198
3	70	Information-Abonnement (yc AFP)	721 122	641 886
3	71	Internet-Intranet et assimilés	5 437 639	6 596 570
3	79	Autres prestations intellectuelles	934 007	1 655 754
3	81	Frais d'assurances	2 352 970	2 601 592
3	82	p mem Frais bancaires (hors intérêts)	0	0
3	83	Assurances	5 061	28 500
3	90	Autres prestations de services	11 616 954	15 029 293
3		Conso. Eau électricité téléphone	286 041 299	296 063 447
3	10	Eau	90 000 000	90 000 000
3	20	Electricité	180 000 000	180 000 000
3	30	Téléphone et assimilé	6 000 000	6 000 000
3	40	Conso s/exercices antérieurs	10 041 299	20 063 447
3	50	Conso diverses s/compensations	0	0
3		Frais de déplacement	169 209 797	199 274 422
3		Services centraux	82 281 701	79 641 532
3		Conakry Services déconcentrés	662 395	522 124
3		Intérieur Services déconcentrés	5 892 650	6 214 085
3		Ensemble Non ventilé	74 819 790	105 972 276
3	10	Déplacements définitifs	3 337 515	2 529 864
3	21	Indemnités mission à l'intérieur	17 093 436	15 238 403
3	25	Transport mission à l'intérieur	12 000 062	10 478 284
3	29	Autres frais mission à l'intérieur	2 226 315	1 919 386
3	31	Indemnités mission à l'extérieur	30 985 020	23 488 188
3	35	Transport mission à l'extérieur	72 164 488	109 681 767

3	36	Séminaire Formation	0	0
3	39	Autres frais mission à l'extérieur	31 288 975	35 902 637
3	40	p mem Mission à l'extérieur (dépenses sur exercices antérieurs)	0	0
3	90	Autres frais de déplacement	113 985	35 893
3		Frais de représentation & Manif.	28 132 883	40 760 246
3		Services centraux	23 319 249	28 594 580
3		Conakry Services déconcentrés	668 180	702 925
3		Intérieur Services déconcentrés	1 454 259	1 458 507
3		Ensemble Non ventilé	2 691 195	10 004 234
3	11	Cérémonies et réceptions	6 864 940	10 476 260
3	12	Fêtes Publiques	2 612 960	4 541 822
3	21	Manifestations sportives	17 107 654	17 917 327
3	31	Manifestations culturelles	181 855	5 181 855
3	90	Autres manif. socio culturelles	1 365 474	2 642 982
3		Entretien mainten. Immobilis.	25 172 721	35 327 806
3		Services centraux	12 231 198	20 931 020
3		Conakry Services déconcentrés	1 415 682	1 497 750
3		Intérieur Services déconcentrés	4 870 694	6 135 201
3		Ensemble Non ventilé	6 655 147	6 763 835
3	11	Ent. Matériel mobilier	2 968 840	3 189 208
3	12	Ent. Matériel informatique	3 733 546	4 583 478
3	13	Ent. Autres matériels techniques	1 426 234	1 740 695
3	19	Ent. Autres matériels techniques	0	0
3	20	Ent. Véhicules automobiles	8 322 024	6 732 830
3	29	Ent. Autres moyens de transports	805 070	819 148
3	30	Entretien Aéronefs	1 526 008	8 938 896
3	40	Ent Installations Technique	324 974	341 912

3	41	Entretien routier Rtes nationales (& voiries intérieures)	0	0
3	42	Entretien routier Pistes rurales	0	0
3	43	Entretien routier Rues Conakry	0	0
3	45	Ent Aérodomes & aut.infrast.TP	0	0
3	50	Ent bat logt adm	302 964	1 767 129
3	51	Ent. bâtiments administratifs	4 111 645	5 518 531
3	52	Ent. Logements	12 183	19 088
3	60	Ent. Ambassades (yc logements)	71 775	71 775
3	70	Ent. logiciels (& autres.im.incorp.)	66 990	66 948
3	71	Entretien Engins et Tracteurs	19 140	19 140
3	90	Entretien autres immobilisations	1 481 328	1 519 027
3		Dépenses diverses	970 596 751	936 196 377
3		Services centraux	333 119 467	228 407 855
3		Conakry Services déconcentrés	0	0
3		Intérieur Services déconcentrés	0	0
3		Etranger Services déconcentrés	121 001 334	140 985 334
3		Ensemble Non ventilé	516 475 950	566 803 188
3	11	Fonds spéciaux	85 000 000	99 000 000
3	12	Action de souveraineté	72 800 467	84 250 966
3	21	Action sociale, de sensibilisation	900 925	4 890 452
3	29	Autres actions conjoncturelles	1 883 548	8 157 260
3	30	Charges des Ambassades	121 223 639	141 251 253
3	40	Organisation d'élections	407 000 000	3 500 000
3	50	Remboursements de droits	2 000 000	2 104 000
3	52	Remboursements TVA	0	0
3	60	Dépenses sur exercices antérieurs	10 000 000	435 813 675
3	70	Dépenses diverses et imprévues (dép.com)	15 000 000	23 780 000

3	75	P.mem. Réserves dépenses non affectées	0	0
3	80	Contributions à dons budgétaires	0	0
3	90	Dépenses diverses non ventilées	254 788 172	133 448 771
3	95	Dépenses diverses supervision Dépenses PPTE & déconcentrées	0	0
3	99	Dép. diverses non vent. Autres	0	0
3		Acquisition Matériels, mobiliers, véhicules	95 851 538	164 819 459
3		Services centraux	65 193 078	63 243 058
3		Conakry Services déconcentrés	2 545 735	38 848 909
3		Intérieur Services déconcentrés	13 891 410	45 608 002
3		Ensemble Non ventilé	14 221 315	17 119 490
3	11	Mat. Mobilier bureau	11 002 586	14 428 666
3	12	Mat. & Mobilier logement	3 572	3 572
3	13	Mobilier scolaire	8 715 233	10 220 468
3	14	Mobilier et matériel sanitaires	0	62 000 000
3	15	Matériel scolaire	4 546	4 546
3	20	Matériel informatique	10 876 078	19 400 556
3	30	Matériels électriques	4 839	10 350
3	40	Autres matériel & instal. techniques	9 893 914	17 757 955
3	51	Véhicules & engins	25 764 029	22 797 957
3	59	Autres matériels de transport	27 897 055	14 317 205
3	90	Autres matériels et mobiliers	1 689 687	3 878 184
3		Acquisition rénovation Infrastructures	0	0
3	11	Pistes	0	0
3		Acquisition rénovation Bâtiments	29 552 627	25 684 632
3		Services centraux	10 635 329	9 749 075
3		Conakry Services déconcentrés	595 675	638 031

3		Intérieur Services déconcentrés	2 361 013	3 836 192
3		Ensemble Non ventilé	7 934 632	9 396 693
3	10	Bâtiments scolaires	1 000 000	1 000 000
3	20	Matériel informatique	300 000	357 383
3	30	Bâtiment administratifs	20 511 616	17 803 566
3	35	Ambassades (yc logts)	5 166 800	5 406 202
3	41	Frais d'installation eau	10 701	5 701
3	42	Frais d'installation électricité	8 978	5 800
		Frais d'instal.		
3	43	Télécommunications	60 318	33 850
3	90	Autres infrastructures	2 134 900	742 832
3	99	Autres rénov.acq. bâtiments	359 313	329 298
3		Frais d'études, recherche (yc Appl. & prog. info)	13 069 948	15 070 942
3		Services centraux	9 819 948	12 212 417
3		Conakry Services déconcentrés	0	0
3		Intérieur Services déconcentrés	0	0
3		Ensemble Non ventilé	3 250 000	2 858 525
3	11	Etudes et Recherches	417 600	490 702
3	12	Assistance tech.	0	0
3	14	Recherche-développement	0	0
3	20	Applications & programmes info	12 652 348	14 580 240
4		T4. INTERVENTION /SUBVENTIONS & TRANSFERTS (COURANTS)	1 991 115 261	2 508 441 608
4		dont initiative PPTÉ	0	0
		dont secteurs prioritaires (hors Ens.sup.)	374 005 556	509 019 720
		dont Défense	222 213 841	222 690 203
		dont autres institutions et ministères	1 394 895 863	1 776 731 685
4		Services centraux	93 088 996	108 499 999
4		Conakry Services déconcentrés	445 304 501	571 574 925
4		Intérieur Services déconcentrés	186 148 827	248 088 540

4		Etranger	306 632 841	330 171 910
4		Ensemble Non ventilé	959 940 095	1 250 106 235
4		Sub.d'exploitation	696 572 984	906 830 313
4	20	Sub.expl. Frais de personnel	48 088 723	48 525 780
4	30	Sub.expl. Frais de fonctionnement	225 405 031	321 910 170
4	40	Sub. expl. Frais de transferts bourses	377 618 660	490 130 695
4	90	Sub. expl. Non ventilées	45 460 570	46 263 668
4		Subv. d'équilibre non ventilée	494 442 266	647 539 914
4	90	Sub. équilibre N.Vent.	494 442 266	647 539 914
4	91	Sub eq. Aides aux sinistrés	0	0
4		Transferts courants aux ménages	560 409 807	692 150 208
4	10	Bourses	9 869 638	10 344 380
4	11	Bourses titre courant	0	0
4	12	Etudiants (nvtles) Bourses étranger	14 504 000	14 053 717
4	15	Bourses arriérés	0	0
4	13	Etudiants (Sécurité sociale	5 608 000	3 000 000
4	21	Bourses Elèves instituteurs	0	0
4	14	Primes Vacances	12 711 000	7 470 812
4	30	Indemnités décorations	2 759 927	3 111 326
4	51	Indemnités de licenciement - départ	1 500 000	2 042 323
4	61	Capital décès	940 000	1 040 000
4	62	Pensions guinéennes	505 622 997	583 126 324
4	63	Minimum vital	2 494 245	37 065 600
4	64	Rachats de cotisation	1 000 000	1 361 549
4	70	Appui pdts 1e nécessité	0	0
4	71	Indemnités dommages sociaux	1 300 000	1 770 013
4	72	Appui produits 1e nécessité	2 100 000	24 733 453
4		Contributions internationales	239 690 203	261 921 173
4	10	Cont.inter. Dotation de l'année	219 690 203	219 690 203
4	20	Contrib.inter. Arriérés	11 500 000	15 321 023
4	90	Contrib.international.Non ventilé	8 500 000	26 909 947

5		T5. INVESTISSEMENT/ DEP.EN CAPITAL DU BND	2 904 002 093	2 329 653 867
		dont secteurs prioritaires	2 272 980 439	1 794 998 300
		dont secteurs prioritaires Ressources propres	1 845 911 439	1 419 046 500
		dont secteurs prioritaires Contributions à Finex	305 211 200	265 727 400
		dont secteurs prioritaires Fonds de contrepartie	0	0
5		dont Défense		
		dont autres institutions et ministères	631 021 654	534 655 567
5		Ressources propres	2 119 216 639	1 761 209 667
5		Contributions à FINEX	583 126 454	390 625 500
5		Fonds de contrepartie	0	0
5		Initiative PPTTE	201 659 000	177 818 700
5		Personnel / Traitements & salaires	0	0
5		Ressources propres	0	0
5		Contributions à FINEX	0	0
5		Fonds de contrepartie	0	0
5		Initiative PPTTE	0	0
5		Fonctionnement / Biens & services	0	0
5		Ressources propres	0	0
5		Contributions à FINEX	0	0
5		Fonds de contrepartie	0	0
5		Initiative PPTTE	0	0
5		Investissement et/ou non ventilé	202 923 254	100 275 500
5		Ressources propres	0	0
5		Contributions à FINEX	202 923 254	100 275 500
5		dont Prise en charge des droits et taxes	202 923 254	100 275 500
5		Fonds de contrepartie	0	0
5		Initiative PPTTE	0	0
5		Rémunérations projets	0	0
5	10	* Salaires Projets	0	0
5	20	* Primes de fonction Projets	0	0
5	30	* Indemnités diverses Projets	0	0

5	40	* Allocations familiales Projets	0	0
5	50	* Cotisations sociales Projets	0	0
5		Fournitures et biens courants	0	0
5	21	* Fournitures et petits matériels de bureau	0	0
5	22	* Fournitures informatiques	0	0
5	31	* Carburant et lubrifiant	0	0
5	41	* Petit outillage et fournitures d'atelier	0	0
5	90	* Autres produits et fournitures	0	0
5		Fournitures et biens spécifiques	0	0
5	41	* Fournitures scolaires	0	0
5	42	* Vaccins	0	0
5	51	* Produits spécifiques Agriculture	0	0
5	52	* Produits vétérinaires	0	0
5		Prestations diverses	0	0
5	11	* Loyer	0	0
5	21	* Frais de stages et formation	0	0
5	22	* Frais de réunion, séminaire, conférences	0	0
5	42	* Frais postaux	0	0
5	81	* Assurances	0	0
5	90	* Autres prestations	0	0
5		Conso. Eau électricité téléphone	0	0
5	10	* Consommation eau	0	0
5	20	* Consommation électricité	0	0
5	30	* Téléphone et autres frais de télécom..	0	0
5		Frais de déplacement	0	0
5	21	* Indemnités de mission à l'intérieur	0	0
5	31	* Indemnités de mission à l'intérieur	0	0

5		Frais de représentation & Manif.	0	0
5	11	* Cérémonies et réceptions	0	0
5		Entretien mainten. Immobilis.	0	0
5	12	* Entretien/réparation matériel informatique	0	0
5	19	* Entretien autres matériel et mobilier	0	0
5	20	* Entretien / réparation matériel roulant	0	0
5		Acquisition Matériels, mobiliers, véhicules	0	0
5	11	* Mobilier et matériel de bureau	0	0
5	12	* Mobilier et matériel de logement	0	0
5	13	* Mobilier et matériel scolaires	0	0
5	14	* Mobilier et matériel sanitaires	0	0
5	20	* Matériel informatique	0	0
5	30	* Matériel électrique	0	0
5	40	* Matériel technique	0	0
5	51	* Véhicules et engins	0	0
5		Acquisition rénovation Infrastructures	0	0
5	11	* Routes	0	0
5	12	* Pistes	0	0
5	13	* Ouvrages d'art (pont, ...)	0	0
5	21	* Assainissements (urbanisme)	0	0
5	22	* Adduction d'eau potable	0	0
5	31	* Aménagements agricoles	0	0
5	32	* Points d'eau	0	0
5	41	* Barrages	0	0
5	42	* Aérodrômes	0	0
5	50	* Installations électriques	0	0
5	91	* Levés / Cartographie	0	0

5	92	* Indemnités de Déguerpissement	0	0
5	99	* Autres aménagements	0	0
5		Acquisition rénovation Bâtiments	0	0
5	10	* Bâtiment scolaire	0	0
5	20	* Bâtiment hospitalier	0	0
5	30	* Bâtiment administratif	0	0
5	40	* Bâtiment technique	0	0
5		Frais d'études, recherche (yc Appl. & prog. info)	0	0
5	11	* Etudes	0	0
5	12	* Assistance technique	0	0
5	13	* Supervision des travaux	0	0
5	14	* Recherche – Développement	0	0
5		Droits et taxes sur FINEX	202 923 254	100 275 500
5	90	* Prise en charge des droits et taxes sur FINEX	202 923 254	100 275 500
5		Autres immobilisations	0	0
5	90	* Immobilisations non ventilées	0	0
6		T6. INVESTIS. FINANCIERS & TRANSFERTS EN CAPITAL	118 475 439	78 300 000
6		Initiative PPTE	0	0
6		Dont secteur prioritaire (hors Ens. Sup.)	0	0
6		Prises de participation	41 195 839	19 006 322
6		Restructurations entreprises financières ou non financières	17 500 000	1 673 278
6	30	Restruct. Instit. Finan. nationales	0	0
6	30	Microfinance (Crédit mutuel, Caisse Desjardins)	0	0
6	30	Banques	15 000 000	0
6	90	Restructuration entreprises	2 500 000	1 673 278
6		Prêts et avances	2 000 000	1 338 623
6		Subventions & transferts en capital	57 779 600	56 281 777

6		Conakry (Université)	21 653 998	15 846 810
6		Intérieur (Université & instituts)	33 625 602	30 432 790
6	80	Ens. Non ventilé (aval banque)	0	0
6	90	Sub.capital (pour Investis.)	2 500 000	10 002 177
6		Autres subventions en capital	0	0
6	10	Dépenses en atténuation de recettes en capital	0	0
7		T7 . AMORTISSEMENT DE LA DETTE	677 867 975	1 576 571 680
7		Principal bailleurs intérieurs	115 000 000	1 153 100 000
7	10	Remboursement arriérés titrisés	0	283 745 042
7	20	Crédits fournisseurs	0	754 354 958
7	20	Crédits fournisseurs (locaux)	0	754 354 958
7	20	Crédits fournisseurs (distributeurs pétrole)	0	0
7	20	Crédits fournisseurs (BCRG)	0	0
7	30	p.mem. Arriérés fournisseur	0	0
7	40	Conversion de créances	0	0
7	50	p.mem. Arriérés entreprises publiques	115 000 000	115 000 000
7	60	Remboursements à tiers (yc BCRG/FMI)	0	0
7	70	Remboursement arriérés des dépenses	0	0
7		Principal hors PTE bailleurs extérieurs	343 972 572	245 652 968
7	10	Principal hors PTE CdP rééchelonné ou annulé	0	0
7	20	Principal hors PTE CdP non rééchelonnables	3 662 585	3 284 376
7	25	Principal hors PTE CdP suspendu	0	0
7	30	Principal hors PTE Organisations internationales	139 757 281	137 727 760

7	35	Principal hors PPTÉ Organi. inter. Réaménagement	0	0
7	40	Principal hors PPTÉ Fonds arabes	34 739 335	30 778 440
7	45	Principal hors PPTÉ Fonds arabes réaménagement	0	0
7	50	Principal hors PPTÉ Fournisseurs étrangers	10 180 044	27 114 258
7	55	Principal hors PPTÉ Fournisseurs étrangers réaménagement	0	0
7	60	Principal hors PPTÉ bilatéraux hors CdP non rééchelonnables	155 633 327	7 553 366
7	65	Principal hors PPTÉ bilatéraux hors CdP rééchelonné ou annulé	0	39 194 768
7		Principal différé bailleurs extérieurs	0	0
7		Principal avalisé bailleurs extérieurs	0	0
7		Principal PPTÉ bailleurs extérieurs	0	0
7	10	Principal PPTÉ CdP rééchelonnables	0	0
7	20	Principal PPTÉ CdP non rééchelonnables	0	0
7	30	Principal PPTÉ Organisations internationales	0	0
7	40	Principal PPTÉ Fonds arabes	0	0
7	50	Principal PPTÉ Fournisseurs étrangers	0	0
7	60	Principal PPTÉ bilatéraux hors CdP rééchelonnables	0	0
7	70	Principal PPTÉ bilatéraux hors CdP non rééchelonnables	0	0
7		Principal IADM bailleurs extérieurs	0	0
7	30	Principal IADM Organisations internationales	0	0

7		Principal C2D bailleurs extérieurs	218 895 402	177 818 712
7	30	Principal C2D France	218 895 402	177 818 712
5		p.mem. DEPENSES SUR PROJETS FINEX	2 112 839 607	2 444 890 000
5		p.mem. FINEX Emprunts	1 008 290 000	1 129 599 500
5		p.mem. FINEX Dons	1 104 549 607	1 315 290 500
5		p.mem. Personnel / Traitements & salaires	0	0
5		p.mem. Fonctionnement / Biens & services	0	0
5		p.mem. Investissement et/ou non ventilé	0	0
		II. VENTILATION PAR INSTITUTION & MINISTERE		
		Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre II. Traitements et salaires		
2		TOTAL TRAITEMENTS ET SALAIRES	3 273 000 000	3 600 451 016
2		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	34 262 398	38 014 198
2		PRIMATURE	2 981 007	2 523 297
2		MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	541 327 859	600 604 335
2		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	41 979 578	46 576 425
2		MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	291 844 813	323 802 400
2		MINISTERE DE LA JUSTICE	52 772 587	58 551 290
2		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	68 876 947	76 419 109
2		MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	23 344 121	25 900 349

2	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	115 819 051	128 501 467
2	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	22 770 376	25 263 777
2	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	133 931 159	148 596 887
2	MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	25 872 596	28 705 697
2	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	30 413 750	33 744 116
2	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	16 834 711	18 678 147
2	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	26 151 409	29 015 040
2	MINISTERE DU COMMERCE	38 153 180	42 331 029
2	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	9 994 921	11 089 384
2	MINISTERE DE LA SANTE	196 038 955	217 505 610
2	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	14 970 924	16 610 270
2	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 005 500 310	1 115 604 592
2	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	58 902 289	65 352 906
2	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	19 378 770	21 500 784
2	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	17 677 031	19 612 701
2	ASSEMBLEE NATIONALE	58 210 746	64 584 938
2	COUR SUPREME	6 987 477	7 752 619

2		HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	862 540	956 990
2		CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	6 798 439	7 542 882
2		SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	2 118 482	2 350 460
2		MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
2		SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	4 904 296	5 441 326
2		MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	68 694 828	76 217 049
2		MINISTERE DES TRANSPORTS	30 495 479	33 834 795
2		GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	410 415	455 357
2		MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	150 473 956	166 951 153
2		ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	626 345	694 931
2		MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	14 244 360	15 804 145
2		MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	17 296 816	19 190 851
2		MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
2		MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0
2		MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	7 734 595	8 581 548
2		MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA	0	0

		PROMOTION DU SECTEUR PRIVE		
2		MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
2		MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	31 209 425	34 626 918
2		MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0
2		MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
2		SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0
2		MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
2		MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
2		MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
2		SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0
2		MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
2		MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES	0	0

		DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE		
2		ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0
2		MINISTERE DES SPORTS	0	0
2		MINISTERE DU BUDGET	20 105 270	22 306 838
2		MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
2		MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA REFORME DES SERVICES DE SECURITE	0	0
2		MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	8 809 750	9 774 435
2		HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
2		COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0
2		MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
2		MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
2		LA COUR CONSTITUTIONNELLE	3 171 500	3 518 786
2		LA COUR DES COMPTES	0	11 500 000
2		LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0
2		LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0
2		INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	63 000	69 899
2		MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	0	0
2		Autres traitements et salaires	49 983 539	13 791 288

		Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre III. Biens et services		
3		TOTAL BIENS ET SERVICES	2 632 255 296	3 009 626 834
3		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	214 634 612	263 416 963
3		PRIMATURE	24 326 582	34 023 740
3		MINISTERE DE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	657 289 889	721 373 468
3		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	22 507 453	21 266 861
3		MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	57 278 229	59 692 041
3		MINISTERE DE LA JUSTICE	25 598 590	28 803 793
3		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	145 997 675	153 581 422
3		MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	6 945 415	14 982 966
3		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	37 307 373	39 123 564
3		MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	13 029 579	12 704 649
3		MINISTERE DE L'AGRICULTURE	3 295 794	3 367 697
3		MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	3 018 279	3 168 813
3		MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	11 407 295	11 954 999
3		MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	5 753 384	6 049 428
3		MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	4 826 039	5 068 041
3		MINISTERE DU COMMERCE	2 425 213	4 551 324

3	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	6 180 361	5 945 775
3	MINISTERE DE LA SANTE	215 398 838	256 526 117
3	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	8 085 420	8 505 862
3	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	143 946 660	150 857 703
3	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	18 608 740	19 559 357
3	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	6 732 307	7 057 387
3	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	5 383 360	5 663 295
3	ASSEMBLEE NATIONALE	0	0
3	COUR SUPREME	0	0
3	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	6 000 639	8 312 672
3	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0
3	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	4 954 084	8 211 696
3	MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
3	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	1 688 594	1 701 847
3	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	10 726 043	10 983 370
3	MINISTERE DES TRANSPORTS	4 634 902	4 871 219
3	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0

3	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	9 879 636	10 393 377
3	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	0
3	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	2 063 990	2 165 117
3	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	4 498 967	4 716 439
3	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
3	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0
3	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	3 762 020	3 869 949
3	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	3 421 252	4 694 064
3	MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
3	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	90 608 257	95 316 755
3	MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0
3	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
3	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA	2 747 674	5 890 553

		LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE		
3		MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
3		MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
3		MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
3		SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0
3		MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
3		MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
3		ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 600 000	6 943 200
3		MINISTERE DES SPORTS	0	0
3		MINISTERE DU BUDGET	79 741 091	87 475 790
3		MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
3		MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA REFORME DES SERVICES DE SECURITE	0	0
3		MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0
3		HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA	0	0

		MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION		
3		COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	400 000 000	0
3		MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
3		MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
3		LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0
3		LA COUR DES COMPTES	0	0
3		LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0
3		LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0
3		INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0
3		MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	6 711 979	10 011 002
3		Autres dépenses de fonctionnement	354 239 081	906 824 518
		Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre IV. Subventions et transferts		
4		TOTAL SUBVENTIONS & TRANSFERTS COURANTS	1 991 115 261	2 508 441 608
4		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	52 769 000	54 769 000
4		PRIMATURE	5 000 000	6 000 000
4		MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	222 213 841	222 690 203
4		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	57 050 000	72 614 663
4		MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	2 856 000	4 165 486
4		MINISTERE DE LA JUSTICE	88 818	120 930

4	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	20 000 000	42 230 970
4	MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	4 756 500	5 946 205
4	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	1 500 000	1 608 465
4	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	1 775 000	17 247 461
4	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	4 250 000	5 001 936
4	MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	2 700 000	3 276 181
4	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	650 000	1 885 007
4	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	0	0
4	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	760 800	635 886
4	MINISTERE DU COMMERCE	0	0
4	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	200 000	1 572 310
4	MINISTERE DE LA SANTE	51 728 682	80 431 109
4	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	4 749 485	6 382 008
4	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	652 148	887 930
4	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	7 575 624	10 783 740

4	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	150 000	204 232
4	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	1 860 496	2 533 156
4	ASSEMBLEE NATIONALE	69 230 000	79 000 000
4	COUR SUPREME	9 000 000	11 000 000
4	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	2 000 000	3 500 000
4	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	8 858 996	11 000 000
4	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	182 538	248 534
4	MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
4	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	22 664 112	30 665 769
4	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	1 050 000	1 050 000
4	MINISTERE DES TRANSPORTS	10 800 000	8 800 000
4	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	5 759 927	7 842 420
4	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	542 456 548	658 474 451
4	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 000 000	15 119 370
4	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	301 500 000	401 500 000
4	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	250 000	250 000
4	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
4	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0

4	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	100 000	900 000
4	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	350 000	350 000
4	MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
4	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	3 069 504	3 069 504
4	MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0
4	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
4	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0
4	MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
4	MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
4	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
4	SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0

4	MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
4	MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
4	ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0
4	MINISTERE DES SPORTS	0	0
4	MINISTERE DU BUDGET	400 000	400 000
4	MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
4	MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA REFORME DES SERVICES DE SECURITE	0	0
4	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	4 000 000	4 000 000
4	HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
4	COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	15 000 000	15 000 000
4	MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
4	MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
4	LA COUR CONSTITUTIONNELLE	10 200 000	13 887 795
4	LA COUR DES COMPTES	2 000 000	13 723 097
4	LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	2 000 000
4	LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 000 000	2 723 097
4	INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 000 000	2 723 097

4		MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	0	0
4	62 63	Autres Subventions & transferts courants	517 957 242	680 227 598
4		Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titre V. Investissements du BND		
5		TOTAL INVESTISSEMENTS DU BND	2 904 002 093	2 329 653 867
5		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	800 000	0
5		PRIMATURE	20 000 000	35 000 000
5		MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	30 000 000	20 000 000
5		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	186 810 200	159 800 900
5		MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	7 000 000	8 782 200
5		MINISTERE DE LA JUSTICE	10 000 000	7 152 000
5		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	3 000 000	4 790 000
5		MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	600 000	54 646 400
5		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	96 345 200	29 730 600
5		MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	1 200 000	5 312 100
5		MINISTERE DE L'AGRICULTURE	195 637 000	95 522 400
5		MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	2 000 000	3 700 000
5		MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	12 500 000	6 185 000

5	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 327 657 139	705 638 600
5	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	36 793 000	40 799 000
5	MINISTERE DU COMMERCE	4 337 800	1 884 000
5	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	3 400 000	1 000 000
5	MINISTERE DE LA SANTE	164 619 000	256 965 600
5	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	13 381 000	22 244 200
5	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	61 507 000	55 710 800
5	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	25 301 000	81 589 600
5	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	1 000 000	5 484 000
5	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	800 000	9 993 000
5	ASSEMBLEE NATIONALE	0	0
5	COUR SUPREME	1 500 000	1 000 000
5	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	500 000	0
5	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0
5	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0
5	MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
5	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	25 000 000	16 912 500

5	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	1 600 000	11 129 400
5	MINISTERE DES TRANSPORTS	2 000 000	4 775 200
5	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0
5	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	32 880 000	30 485 000
5	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	0
5	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	403 205 300	495 191 100
5	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	10 000 000	11 123 867
5	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
5	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0
5	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	1 700 000	7 583 000
5	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	5 935 000	2 885 000
5	MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
5	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	5 502 200	14 238 900
5	MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0

5		MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
5		SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0
5		MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
5		MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
5		MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
5		SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0
5		MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
5		MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
5		ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0
5		MINISTERE DES SPORTS	0	0
5		MINISTERE DU BUDGET	6 568 000	22 124 000
5		MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
5		MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA	0	0

		REFORME DES SERVICES DE SECURITE		
5		MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0
5		HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
5		COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0
5		MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
5		MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
5		LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0
5		LA COUR DES COMPTES	0	0
5		LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0
5		LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0
5		INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0
5		MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	0	0
5		Prise en charge des droits et taxes (CTSS) & autres projets	202 923 254	100 275 500
		Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : Titres I & VII. Intérêt & amortissement de la dette + Titre VI Investissement financier & Subventions et transferts en capital		
1+6+7		TOTAL INTERET & AMORT. DETTE + INVEST.FIN & TRANSF.EN CAPITAL	1 783 499 771	2 810 970 613
6		PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	0	0

6		PRIMATURE	0	0
6		MINISTERE DE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
6		MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	0	0
6		MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	0	0
6		MINISTERE DE LA JUSTICE	0	0
6		MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0
6		MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
6		MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	0	0
6		MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
6		MINISTERE DE L'AGRICULTURE	0	0
6		MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	0	0
6		MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	0	0
6		MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	0	0
6		MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	0	0
6		MINISTERE DU COMMERCE	0	0
6		MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	0	0
6		MINISTERE DE LA SANTE	0	0

6	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	0	0
6	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	0	0
6	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	0	0
6	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	0	0
6	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	0	0
6	ASSEMBLEE NATIONALE	0	0
6	COUR SUPREME	0	0
6	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0	0
6	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0
6	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0
6	MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
6	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	0	0
6	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	0	0
6	MINISTERE DES TRANSPORTS	0	0
6	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0
6	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	55 279 600	46 279 600

6	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	0
6	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	0	0
6	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	0	0
6	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
6	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0
6	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	0	0
6	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	0	0
6	MINISTERE DE LA MICRO- FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
6	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	0	0
6	MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0
6	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
6	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0

6	MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
6	MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
6	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
6	SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0
6	MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
6	MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
6	ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0
6	MINISTERE DES SPORTS	0	0
6	MINISTERE DU BUDGET	0	0
6	MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
6	MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA REFORME DES SERVICES DE SECURITE	0	0
6	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0
6	HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0

6	COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0
6	MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
6	MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
6	LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0
6	LA COUR DES COMPTES	0	0
6	LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0
6	LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0
6	INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0
6	MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	0	0
1+6+7	Dépenses de dette & d'autres transferts en capita	1 728 220 171	2 764 691 013
	Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : PROJETS FINEX	0	0
	TOTAL	2 444 894 507	2 444 890 000
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	0	0
	PRIMATURE	0	0
	MINISTERE DE LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	128 153 936	65 804 800
	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	0	0
	MINISTERE DE LA JUSTICE	14 212 045	3 260 900
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0

	MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	558 455	4 041 000
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	186 474 972	198 218 700
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	184 942 593	197 053 000
	MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	31 556 014	83 029 800
	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	6 128 351	7 041 300
	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	392 854 327	349 067 800
	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	37 305 691	28 106 000
	MINISTERE DU COMMERCE	8 483 360	3 318 300
	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	0	0
	MINISTERE DE LA SANTE	154 216 211	511 135 900
	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	60 192 016	83 831 500
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	218 831 777	150 147 000
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	44 114 523	33 250 000
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	0	0

	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	50 499 522	45 697 000
	ASSEMBLEE NATIONALE	0	0
	COUR SUPREME	0	0
	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	0	0
	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	0	0
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	0	0
	MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	0	0
	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	14 670 975	49 878 600
	MINISTERE DES TRANSPORTS	0	0
	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	0	0
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	0	0
	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	0	0
	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	881 769 797	627 756 400
	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	0	0
	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0

	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	4 404 395	0
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	25 525 548	4 252 000
	MINISTERE DE LA MICRO- FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	0	0
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0
	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	0	0
	MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
	MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
	SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0

	MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
	ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	0	0
	MINISTERE DES SPORTS	0	0
	MINISTERE DU BUDGET	0	0
	MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
	MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA REFORME DES SERVICES DE SECURITE	0	0
	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	0	0
	HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
	COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	0	0
	MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
	MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
	LA COUR CONSTITUTIONNELLE	0	0
	LA COUR DES COMPTES	0	0
	LA HAUTE COUR DE JUSTICE	0	0
	LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	0	0
	INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	0	0

	MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	6 711 979	0
	Autres projets FINEX	0	0
	Ventilation par INSTITUTION & MINISTERE : TOTAL Titre 1 à 7 + FINEX		
	TOTAL GENERAL Y COMPRIS FINEX	15 028 766 928	16 704 033 937
	PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE	302 466 010	356 200 161
	PRIMATURE	52 307 589	77 547 037
	MINISTERE DE A LA PRESIDENCE CHARGE DE LA DEFENSE NATIONALE	1 450 831 589	1 564 668 006
	MINISTERE DE L'ADMINISTRATION DU TERRITOIRE ET DE LA DECENTRALISATION	436 501 166	366 063 649
	MINISTERE DE LA SECURITE ET DE LA PROTECTION CIVILE	358 979 042	396 442 127
	MINISTERE DE LA JUSTICE	102 672 040	97 888 913
	MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES ET DES GUINEENS DE L'ETRANGER	237 874 621	277 021 501
	MINISTERE DU PLAN ET DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	36 204 491	105 516 920
	MINISTERE DE L'ECONOMIE ET DES FINANCES	437 446 596	397 182 795
	MINISTERE DE LA FONCTION PUBLIQUE, DE LA REFORME DE L'ETAT ET DE LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	38 774 955	60 527 987
	MINISTERE DE L'AGRICULTURE	522 056 546	449 541 919
	MINISTERE DE LA PÊCHE ET DE L' AQUACULTURE	65 146 889	121 880 491
	MINISTERE DES MINES ET DE LA GEOLOGIE	61 099 396	60 810 422

	MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS	1 743 099 562	1 079 433 975
	MINISTERE DE LA VILLE ET DE L'AMENAGEMENT DU TERRITOIRE	105 836 939	103 623 967
	MINISTERE DU COMMERCE	53 399 553	52 084 653
	MINISTERE DE L'HOTELLERIE, DU TOURISME ET DE L'ARTISANAT	19 775 281	19 607 469
	MINISTERE DE LA SANTE	782 001 686	1 322 564 335
	MINISTERE DE L'ACTION SOCIALE, DE LA PROMOTION FEMININE ET DE L'ENFANCE	101 378 845	137 573 840
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT PRE UNIVERSITAIRE ET DE L'ALPHABETISATION	1 430 437 894	1 473 208 025
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE, DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE, DE L'EMPLOI ET DU TRAVAIL	154 502 175	210 535 603
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION	27 261 077	34 246 403
	MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DE L'EMPLOI JEUNE	76 220 409	83 499 152
	ASSEMBLEE NATIONALE	127 440 746	143 584 937
	COUR SUPREME	17 487 477	19 752 619
	HAUTE AUTORITE DE LA COMMUNICATION	9 363 179	12 769 662
	CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL	15 657 435	18 542 882
	SECRETARIAT GENERAL DU GOUVERNEMENT	7 255 104	10 810 691
	MINISTERE DE LA COOPERATION INTERNATIONALE	0	0
	SECRETARIAT GENERAL DES AFFAIRES RELIGIEUSES	54 257 002	54 721 442

	MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DES EAUX ET FORETS	96 741 847	149 258 419
	MINISTERE DES TRANSPORTS	47 930 381	52 281 214
	GRANDE CHANCELLERIE DES ORDRES NATIONAUX GUINEE	6 170 342	8 297 777
	MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE	790 969 741	912 583 581
	ADMINISTRATION ET CONTRÔLE DES GRANDS PROJETS	15 626 345	15 814 301
	MINISTERE DE L'ENERGIE ET DE L'HYDRAULIQUE	1 602 783 447	1 542 416 762
	MINISTERE DES POSTES, TELECOMMUNICATIONS ET DE L'ECONOMIE NUMERIQUE	32 045 782	35 281 157
	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
	MINISTERE DE LA DECENTRALISATION ET DU DEVELOPPEMENT LOCAL	0	0
	MINISTERE DE L'ELEVAGE ET DES PRODUCTIONS ANIMALES	17 701 010	20 934 497
	MINISTERE DE L'INDUSTRIE, DES PME ET DE LA PROMOTION DU SECTEUR PRIVE	35 231 800	12 181 064
	MINISTERE DE LA MICRO-FINANCE, DU SECTEUR INFORMEL, DE L'EMPLOI DES JEUNES ET DES FEMMES	0	0
	MINISTERE DE LA CULTURE, DES SPORTS ET DU PATRIMOINE HISTORIQUE	130 389 386	147 252 077
	MINISTERE DELEGUE CHARGE DES GUINEENS DE L'ETRANGER	0	0

	MINISTERE DE LA RECONCILIATION NATIONALE	0	0
	SECRETARIAT GENERAL A LA PRESIDENCE CHARGE DES SERVICES SPECIAUX, DE LA LUTTE CONTRE LA DROGUE ET LE CRIME ORGANISE	2 747 674	5 890 553
	MINISTERE D'ETAT CHARGE DE LA SECURITE PRESIDENTIELLE	0	0
	MINISTERE SECRETARIAT PERMANENT DU CNDD	0	0
	MINISTERE DES AUDITS, DU CONTRÔLE ECONOMIQUE ET FINANCIER	0	0
	SECRETARIAT D'ETAT CHARGE DE MISSION DES QUESTIONS STRATEGIQUES ET DU DEVELOPPEMENT DURABLE AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE	0	0
	MINISTERE DE L'ALPHABETISATION ET DE LA PROMOTION DES LANGUES NATIONALES	0	0
	MINISTERE DE LA COMMUNICATION AUPRES DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE ET DU MINISTRE DE LA DEFENSE NATIONALE	0	0
	ENSEMBLE DES GOUVERNORATS	6 600 000	6 943 200
	MINISTERE DES SPORTS	0	0
	MINISTERE DU BUDGET	106 814 362	132 306 628
	MINISTERE DELEGUE AUX AFFAIRES SOCIALES	0	0
	MINISTERE DELEGUE A LA SECURITE CHARGE DE LA	0	0

	REFORME DES SERVICES DE SECURITE		
	MEDIATEUR DE LA REPUBLIQUE	12 809 750	13 774 435
	HAUT COMMISSARIAT A LA REFORME DE L'ETAT ET LA MODERNISATION DE L'ADMINISTRATION	0	0
	COMMISSION NATIONALE ELECTORALE INDEPENDENTE	415 000 000	15 000 000
	MINISTERE DES DROITS DE L'HOMME ET DES LIBERTES PUBLIQUES	0	0
	MINISTERE DELEGUE A LA SANTE	0	0
	LA COUR CONSTITUTIONNELLE	13 371 500	17 406 580
	LA COUR DES COMPTES	2 000 000	25 223 097
	LA HAUTE COUR DE JUSTICE	2 000 000	2 000 000
	LE HAUT CONSEIL DES COLLECTIVITES LOCALES	2 000 000	2 723 097
	INSTITUTION NATIONALE INDEPENDANTE DES DROITS HUMAINS	2 063 000	2 792 996
	MINISTERE DE L'UNITE NATIONALE ET DE LA CITOYENNETE	6 711 979	10 011 002
	Dettes, pensions, ctss et autres dépenses budgétaires yc FINEX	2 853 323 287	4 465 809 916
	III. VENTILATION PAR GROUPES DE DESTINATAIRES FONCTIONNELS		
2	A. DIRECTIONS & SERVICES (Titres II & III)	5 905 255 297	6 610 077 849
2	SERVICES DE SOUVERAINETE	583 911 427	686 931 514
2	Organes législatifs	58 210 746	64 584 938
2	Organes exécutifs	275 310 590	339 785 993
2	Organes de contrôle juridictionnels	10 158 977	22 771 405
2	Organes consultatifs	15 671 189	17 387 216

2		Grande chancellerie des Ordres Nationaux	410 415	455 357
2		AfSires étrangères	210 924 446	227 257 509
2		Coopération	2 580 721	2 794 713
2		Autres services de souveraineté	10 644 343	11 894 384
2		DEFENSE ORDRE ET SECURITE	1 633 335 076	1 806 286 267
2		Défense nationale (Services généraux, Armée de terre, Armée de l'air, Marine, Gendarmerie)	1 198 617 748	1 320 971 652
2		Sécurité intérieure et Police	348 912 956	383 073 432
2		Protection civile & incendies	12 361 549	16 904 283
2		Garde républicaine	0	0
2		Justice (Tribunaux, Administration pénitentiaire, AfSires générales)	73 442 823	85 336 900
2		Autres services de défense, ordre & sécurité	0	0
2		ADMINISTRATION GENERALE ET FINANCIERE	896 679 283	551 627 976
2		Finances et fiscalité / Finances : Budget, fiscalité & dépenses	245 712 504	268 343 156
2		Budget et Dépenses / Contrôle économique & financier	9 417 241	12 410 724
2		Ressources humaines & organisation	33 009 195	36 377 585
2		Statistiques & prévision	25 497 057	35 868 125
2		Services généraux	125 997 025	143 488 684
2		Administration territoriale	450 446 262	48 196 503
2		Régionalisation & tutelle des collectivités territoriales	6 600 000	6 943 200
2		Autres services de l'Administration générale et financière	0	0
2		ENSEIGNEMENT, FORMATION ET RECHERCHE	1 383 205 678	1 524 401 634
2		AfSires générales de l'Enseignement, de la	0	0

		Formation & de la recherche		
2		Enseignement primaire & préscolaire	40 372 424	29 214 895
2		Enseignement secondaire général	43 073 186	39 445 258
2		Enseignement secondaire technique	75 262 928	82 581 448
2		Formation professionnelle	0	0
2		Enseignement supérieur	159 915 539	176 851 477
2		Recherche & innovation	0	0
2		Enseignement hors niveau	0	0
2		Autres services d'enseignement, de formation & de recherche	1 064 581 601	1 196 308 556
2		CULTURE, SPORTS ET LOISIRS	85 857 512	98 158 078
2		AfSires générales de la culture et des loisirs	27 038 283	32 815 760
2		Culture, Arts & Cinéma	27 579 590	31 295 964
2		Radio, Télévision, Presse & Edition	24 646 749	26 903 181
2		Sports & loisirs	0	0
2		Vie associative & loisirs des jeunes	0	0
2		Autres services de la culture, des sports & des loisirs	6 592 890	7 143 173
2		SANTE ET ACTION SOCIALE	430 564 256	487 382 994
2		AfSires générales de la santé et de l'action sociale	352 460 432	293 404 887
2		Santé quaternaire (Bien-être Smilial, dépistage, banque de sang...)	0	0
2		Centres hospitaliers nationaux & régionaux, hopitaux, dispensaires, cases de santé	56 048 001	169 820 099
2		Santé préventive & soins de base	0	0
2		Protection sociale	0	0
2		Solidarité & prévoyance sociale	0	0

2		Autres services de santé & d'action sociale	22 055 823	24 158 008
2		INFRASTRUCTURES & ENERGIE	205 407 981	225 155 814
2		Habitat et urbanisme	30 533 037	33 397 506
2		Approvisionnement en eau	16 151 131	17 773 394
2		Environnement	79 119 429	86 594 066
2		Pétrole & gaz	24 359	0
2		Electricité & autres énergie	148 947	167 394
2		Transports	56 764 599	62 324 203
2		Postes & télécommunication	22 026 563	24 163 604
2		Bâtiments administratifs	0	0
2		Autres services d'administration et de développement des infrastructures et de l'énergie	639 917	735 647
2		PRODUCTION ET COMMERCE	274 677 272	301 850 505
2		Affaires économiques et commerciales générales	0	0
2		Affaires & services généraux concernant la main d'œuvre	0	0
2		Affaires rurales et agricoles générales, production végétale	144 247 135	159 917 404
2		Forêts, parcs & réserves	0	0
2		Ressources animales & halieutiques	31 163 147	33 570 982
2		Industrie extractives	40 941 673	43 933 461
2		Industries de transformation et construction	2 197 808	2 273 213
2		Tourisme & hôtellerie	18 124 496	16 586 960
2		Autres services de production et de commerce	38 003 012	45 568 485
2		AUTRES DESTINATIONS	409 054 134	924 380 531
2		Autres destinations non classées précédemment	409 054 134	924 380 531

1		B. CREANCIERS	1 665 024 332	2 732 670 612
1		Créanciers intérieurs	778 387 337	1 902 799 999
1		Institut d'émission	0	0
1		Banques commerciales locales	349 920 670	349 920 670
1		Fournisseurs locaux	115 000 000	1 153 100 000
1		Créanciers divers	313 466 667	399 779 330
1		Créanciers extérieurs	886 636 996	829 870 613
1		Bilatéraux Club de Paris	232 325 536	193 363 982
1		Organisations internationales	187 341 522	201 846 727
1		Fonds arabes	56 884 684	53 074 892
1		Fournisseurs étrangers	10 180 044	30 530 947
1		Bilatéraux hors CdP	399 905 209	351 054 065
1		Banques commerciales étrangères	0	0
1		Autres créanciers extérieurs	0	0
4		C. BENEFICIAIRES D'INTERVENTION	2 109 590 699	2 586 741 608
4		SERVICES PUBLICS	637 495 215	797 265 426
4		Universités	574 590 494	679 402 530
4		Centres de recherche	34 560 802	35 541 387
4		Structures Santé	25 864 341	80 431 109
4		Cours et Tribunaux	88 818	120 930
4		Autres services publics	2 390 760	1 769 470
4		SECTEUR PARAPUBLIC	58 144 962	74 076 542
4		Offices et organismes de l'agriculture, pêche et élevage	2 900 000	4 276 181
4		Offices et organismes de l'agriculture, pêche et élevage (Suite)	0	0
4		Offices et organismes industriels	19 210 000	24 293 185
4		Offices et organismes industriels (Suite)	10 235 624	15 913 542
4		Offices et organismes des transports, commerce et services	0	0

4		Fonds routier 2e génération	0	0
4		Offices et organismes administratifs et sociaux	19 616 800	21 301 372
4		Offices et organismes administratifs et sociaux (suite)	182 538	248 534
4		Non classé	6 000 000	8 043 728
4		COLLECTIVITES TERRITORIALES	40 850 000	51 114 663
4		Collectivités territoriales	40 850 000	51 114 663
4		ORGANISATIONS INTERNATIONALES	272 093 922	270 104 753
4		Protection des frontières & autres organisations de défense	247 078 182	221 688 583
4		Autres Organisations	25 015 740	48 416 170
4		ORGANISMES & SERVICES ECO., ENTREPRISES	91 295 839	62 717 013
4		Chambre de commerce, d'agriculture	0	0
4		Organismes de développement régional	15 500 000	16 822 509
4		Organismes de soutien à l'activité économique : filières	1 600 000	2 835 007
4		Organismes de soutien aux entreprises	0	0
4		Autres opérateurs économiques	74 195 839	43 059 497
4		ORGANISMES & SERVICES CULTURELS & SOCIAUX	37 973 597	88 721 294
4		Fonds jeunesse sport culture (ex Manifestations internationales)	8 309 485	24 328 737
4		Ligue islamique	19 801 852	25 451 852
4		Cathédrale	2 862 260	5 213 917
4		Autres organismes & services cult.&sociaux	7 000 000	33 726 788
4		MENAGES	858 448 169	1 095 609 030
4		Personnel de l'Administration	509 632 242	623 848 673
4		Personnel des projets	0	0

4	Personnel des Etablissements publics	500 000	680 774
4	Personnel des Entreprises publiques	1 000 000	1 361 549
4	Etudiants	337 156 000	434 370 528
4	Autres Ménages	9 159 927	33 985 958
5	D. PROJETS	5 348 896 600	4 774 543 867
5	AGRICULTURE	380 579 593	292 575 400
5	ELEVAGE	6 104 395	7 583 000
5	PECHE	34 387 148	86 729 800
5	FORETS - HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	54 655 483	295 226 700
5	MINES - GEOLOGIE – ENVIRONNEMENT	28 388 758	30 839 100
5	ARTISANAT - INDUSTRIE - PME- COMMERCE	44 281 708	12 339 300
5	EAU URBAINE	463 894 505	178 689 000
5	ENERGIE	630 486 526	619 242 900
5	HYDRAULIQUE	141 618 018	73 184 100
5	HOTELLERIE / TOURISME	3 400 000	1 000 000
5	INFRASTRUCTURES ADM. - URBANISME – HABITAT	74 098 691	68 905 000
5	TRAVAUX PUBLICS	1 720 511 466	1 054 706 400
5	TRANSPORTS / METEO	2 000 000	4 775 200
5	TELECOMMUNICATIONS / POSTES	10 000 000	11 123 867
5	SANTE PUBLIQUE - AFFAIRES SOCIALES	412 408 227	897 177 200
5	ENSEIGNEMENT	382 634 300	351 182 400
5	COMMUNICATION CULTURE - JEUNESSE ET SPORTS	56 801 722	69 928 900
5	SERVICES FINANCIERS	0	0
5	ADMINISTRATION GENERALE	347 758 672	364 672 200
5	DECENTRALISATION	351 964 136	254 387 900
	IV. VENTILATION PAR FONCTIONS ECONOMIQUES		
	TOTAL GENERAL Y COMPRIS FINEX	15 028 766 928	16 704 033 937
	DEVELOPPEMENT RURAL	648 794 446	874 232 110

5		AGRICULTURE	522 056 546	449 541 919
5		ELEVAGE	6 104 395	7 583 000
5		PECHE	65 978 023	121 880 491
5		FORETS - HYDRAULIQUE VILLAGEOISE	54 655 483	295 226 700
		MINES INDUSTRIE ENERGIE EAU URBAINE TOURISME	1 793 398 173	1 517 480 556
5		MINES - GEOLOGIE – ENVIRONNEMENT	151 330 674	166 673 641
5		ARTISANAT - INDUSTRIE - PME- COMMERCE	84 860 101	59 221 653
5		EAU URBAINE	463 894 505	178 689 000
5		ENERGIE	630 486 526	619 242 900
5		HYDRAULIQUE	459 426 368	492 653 362
5		HOTELLERIE / TOURISME	3 400 000	1 000 000
		INFRASTRUCTURES	1 928 912 664	1 270 620 313
5		INFRASTRUCTURES ADM. - URBANISME – HABITAT	105 836 939	103 623 967
5		TRAVAUX PUBLICS	1 743 099 562	1 079 433 975
5		TRANSPORTS / METEO	47 930 381	52 281 214
5		TELECOMMUNICATIONS / POSTES	32 045 782	35 281 157
		SOCIAL	3 387 274 027	4 205 965 840
5		SANTE PUBLIQUE - AFSIRES SOCIALES	903 380 531	1 483 138 175
5		ENSEIGNEMENT	2 375 909 811	2 596 327 209
5		COMMUNICATION CULTURE - JEUNESSE ET SPORTS	107 983 686	126 500 456
5		SERVICES FINANCIERS	0	0
		ADMINISTRATION GENERALE SECURITE	3 844 486 457	4 152 203 899
5		ADMINISTRATION GENERALE	3 364 385 291	3 750 414 850
5		DECENTRALISATION	480 101 166	401 789 049
		SERVICE DE LA DETTE & DIVERS	2 853 323 287	4 465 809 916
1		INTERETS	987 156 357	1 156 098 932
7		PRINCIPAL	677 867 975	1 576 571 680
6		AUTRES DEPENSES COMMUNES	1 188 298 955	1 733 139 304

	BUDGETS D'AFFECTATION SPECIAL	332 054 900	0
	PARAMETRES		
	Taux de change du \$	8 099	9 508
	PIB	56 558	66 266
	Total des réaménagements	0	0
	Total du service PPTE	0	0
	Total du service Différé	0	0
	Total du service IADM	0	0
	dt Sub fonds fiduciaire h FMI en milliers FG	0	0
	dt Sub fonds fiduciaire FMI en milliers FG		
	dt Allègement CdP PPTE en milliers GNF	0	0
	dt Initiative d'Annulation de la Dette Multilatérale (IADM)	0	0
	Ex préc.(+), Dep en cours (-)	0	41
	Total ressources PPTE (milliers FG)	0	41
	Total dépenses PPTE	201 659 000	177 818 700
	dt Titre II	0	0
	dt Titre III	0	0
	dt Titre IV	0	0
	dt Titre V	201 659 000	177 818 700
	dt titre VI	0	0
	Ex préc.(+), Dep en cours (-)	0	41
	Total décaissem. Dep PPTE	201 659 000	177 818 741
	Solde op PPTE de la période	-201 659 000	-177 818 700
	Stock cpte générique début de période	0	0
	Stock cpte générique fin de période	-201 659 000	-177 818 700